

**Pour une défense lutte de classe des bagagistes de Roissy !**

## A bas la campagne sécuritaire raciste du gouvernement !

La chasse aux sorcières raciste de l'Etat contre 72 travailleurs, musulmans pour la plupart, à l'aéroport de Roissy, et les conditions de travail intolérables imposées aux dizaines de milliers de travailleurs de l'aéroport, en disent long sur les causes de la révolte de la jeunesse des banlieues il y a un an. Cette explosion de rage de jeunes d'origine ouvrière et largement issus de l'immigration maghrébine et africaine, avait été déclenchée par la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré à Clichy-sous-Bois, morts électrocutés alors qu'ils essayaient d'échapper à une rafle raciste de la police. Ces deux jeunes avaient immédiatement été dénoncés par l'Etat comme de soi-disant délinquants et menteurs. Et ça continue : fin novembre la « justice » a annoncé que les flics responsables ne seraient pas poursuivis, et le rapport de l'IGS sur la chasse à l'homme qui avait eu lieu ce jour-là contre Zyed, Bouna, Muhittin et leurs amis, qualifie le comportement des flics comme simplement « d'une légèreté et d'une distraction surprenantes ». Pendant ce temps c'est Muhittin Altun, âgé de 18 ans, le seul survivant, qui est persécuté par la vendetta de l'Etat ; il est passible d'une peine de prison pour avoir soi-disant jeté des pierres contre une voiture de police et pour « participation avec armes à un attroupement ». Nous disons : **Il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes ! Levée des inculpations contre Muhittin Altun ! Amnistie pour tous les jeunes condamnés suite à la révolte des banlieues ! La classe ouvrière multiethnique de ce pays doit défendre les jeunes de banlieue !**

Les travailleurs de Roissy sont recrutés en fait dans les mêmes banlieues du Nord de Paris que celle où Zyed et Bouna ont grandi ; le frère de Bouna, Siyak Traoré, travaille à l'aéroport. Un an plus tard les conditions



Le Parisien

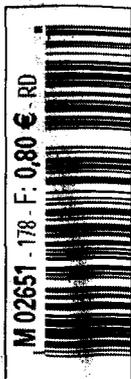
Rassemblement syndical le 14 décembre à Roissy. A bas la chasse aux sorcières visant 72 bagagistes musulmans !

matérielles qui ont contribué à alimenter cette explosion – manque d'emplois, transports et système de santé défectueux, classes surchargées dans les écoles, répression quotidienne par l'Etat – rien n'a changé. En fait, à la veille des élections de 2007, la guerre contre les jeunes des minorités ethniques,

### Buffet Royal en 2007 : austérité anti-ouvrière et terreur raciste encore une fois au menu

désignés comme le bouc émissaire de tous les maux de la société, se déchaîne de plus en plus ; c'est à qui, de la gauche ou de la droite, battra l'autre sur le terrain de l'« ordre républicain ». Lors de l'occupation policière des cités il y a un an, nous avons dénoncé en particulier le rôle de la gauche pour son soutien à la répression, quand le PCF, le PS et LO avaient tous appelé à « rétablir l'ordre » contre les jeunes de banlieue en pleine révolte. (LO est ensuite revenue en arrière, mais ils ont décrit leur appel simplement comme « une anerie bien

Suite page 25



# Paris 8 : Non à l'extradition d'Angelo D'Arcangeli !

Pendant qu'en Italie la répression bat son plein contre les militants des CARC (Comités d'appui à la résistance – pour le communisme), le gouvernement français menace d'extrader Angelo D'Arcangeli, étudiant à la fac de Paris 8 (Saint-Denis), et sympathisant du (nouveau) Parti communiste italien (NPCI) ; les CARC et le NPCI font partie de la même mouvance politique. Après quatre mois de détention préventive, D'Arcangeli reste sous contrôle judiciaire. L'accusation de « terrorisme » ayant fait chou blanc, D'Arcangeli et Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel, deux membres du NPCI, sont maintenant inculpés d'« association de malfaiteurs ». Maj et Czeppel ont été libérés en mai 2006 après 18 mois de prison préventive, mais ils restent aussi sous la menace d'un mandat d'arrêt européen délivré contre eux par la justice italienne. **Non à l'extradition de D'Arcangeli, Maj et Czeppel ! Levée de toutes les inculpations ! A bas le mandat d'arrêt européen ! Halte à la persécution des militants de gauche italiens !**

Ce n'est pas une vaine menace. Un professeur de Paris 8, Paolo Persichetti, a été extradé en août 2002 pour « concours psychique » (!) au meurtre d'un général italien 15 ans plus tôt (*l'Humanité*, 27 août 2002). Condamné par contumace à 22 ans de prison, Persichetti reste incarcéré depuis son extradition. **Liberté pour Persichetti !** A bas la remise en cause de l'asile politique de fait accordé en France pendant des années aux militants italiens victimes de la chasse aux sorcières anti-terroriste en Italie !

Le procès d'Angelo D'Arcangeli reprend le 17 janvier à 9 h, au Tribunal correctionnel de Paris, chambre 16-2 (métro Cité). Nous appelons le mouvement ouvrier, les défenseurs des libertés, les étudiants de Paris 8, à venir au procès pour exiger : **Levée des inculpations contre Angelo D'Arcangeli !**

*Nous reproduisons ci-dessous une déclaration du 17 février 2006 du CODISPRO, organisation de défense légale et sociale en accord avec les conceptions politiques de la Lega trotskista d'Italia, affiliée à la LCI.*

\*\*\*

A l'aube du mardi 14 février, sur l'ordre du Gip (juge d'instruction) de Bologne Paolo Giovagnoli, les domiciles de dizaines de militants et dirigeants des CARC (Comités d'appui à la résistance – pour le communisme) ont été perquisitionnés à Milan, Modène, Rome et dans d'autres villes d'Italie. La police a justifié cette énième étape de la persécution contre des militants des CARC (pris pour cible plus d'une fois dans les dix dernières années, sans pour cela qu'il y ait aucune preuve ou condamnation à leur rencontre) sous l'accusation d'« association subversive à but terroriste » (une

vieille accusation « fourre-tout » qui est utilisée contre tout opposant politique, des antimondialistes de Gênes aux étudiants qui ont occupé un copy-shop à Bologne l'an passé). Nous ne sommes pas dupes non plus du fait que les CARC sont pris pour cible précisément au début d'une campagne électorale à laquelle ils comptent participer avec leur propre liste, et parmi les perquisitionnés il y a de nombreux candidats potentiels, comme Pietro Vangeli (secrétaire national des CARC et probable candidat à la mairie de Milan).

**Le Comitato di difesa sociale e proletaria (CODISPRO) proteste contre la répression policière à l'encontre des CARC et demande le retrait de toutes les accusations dont ils font l'objet et la libération immédiate de Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel, en détention provisoire en France depuis deux ans.**

Ces persécutions s'inscrivent dans un climat féroce anticommuniste. Un climat alimenté par la honteuse et mensongère campagne révisionniste sur les foibe\*, qui dépeint comme « nettoyage ethnique » la victoire de la résistance yougoslave sur les forces fascistes italiennes et allemandes qui conduisit au renversement du capitalisme et à la construction d'un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Ce climat est nourri aussi par l'approbation par une partie du Conseil de l'Europe d'une motion qui condamne le fait que « les partis communistes sont légaux et encore actifs dans certains pays alors qu'ils n'ont parfois même pas pris leurs distances par rapport aux crimes commis dans le passé par des régimes communistes totalitaires », un appel implicite à la mise hors-la-loi de ces partis, criminalisant jusqu'à la lutte de classe au nom de laquelle « les crimes ont été justifiés ».

Il est important que le mouvement ouvrier se range contre la persécution des militants des CARC : **une attaque contre un est une attaque contre tous.** Au nom de la « guerre contre le terrorisme », des mesures draconiennes ont été approuvées qui limitent les libertés civiles et mettent les travailleurs sous tutelle policière. L'occupation barbare et coloniale de l'Irak a été justifiée, avec son sillage de massacres et de tortures. Il faut s'opposer à ces tentatives de réduire au silence tout ce qui s'oppose au système d'exploitation et de guerre capitaliste, parce qu'en définitive elles visent à intimider et à bâillonner la classe ouvrière tout entière pour augmenter l'exploitation et l'oppression de celle-ci. La répression policière contre la gauche est l'équivalent sur le terrain politique des lois antigrevés, qui sont utilisées pour enchaîner et bâillonner des secteurs entiers de la classe ouvrière, en particulier ceux des transports dont les conditions de travail ont été dévastées ces dernières années. Ce n'est pas un hasard si les employés des tramways qui ont courageusement fait grève pendant l'hiver 2003 ont été accusés d'être des « terroristes », ou si en janvier Berlusconi a menacé d'avoir recours à l'armée contre les travailleurs d'Alitalia en lutte.

C'est pourquoi nous faisons appel à toutes les organisations du mouvement ouvrier, et en particulier aux syndicats, pour qu'ils se joignent à la défense des militants des CARC contre la répression de l'Etat. **Bas les pattes devant les CARC ! Liberté pour Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel !** ■

\*Foibe : cavités naturelles où ont été jetés les corps de fascistes exécutés par des partisans yougoslaves à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Objet d'une campagne révisionniste consistant à gonfler scandaleusement les chiffres des corps retrouvés dans les foibe pour criminaliser les communistes yougoslaves et minimiser les crimes des occupants fascistes et nazis (NDLR).

## LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Hermínio Sanchez Réalisation : Guillaume José  
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier  
Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269  
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP.  
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labor et des industries graphiques.

# Les procès d'Outreau et l'« ordre juste » de Ségolène Royal

Les procès d'Outreau ont été une illustration cruelle du fait qu'il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes. La journaliste Florence Aubenas a reconstitué dans un livre (*la Méprise – l'affaire d'Outreau*) de façon crédible toute cette chasse aux sorcières « moderne », où l'accusation de viol d'enfants dans la famille Delay (avec l'implication d'un couple de voisins) était devenue une gigantesque affaire de « réseau international de pédophilie ». Des dizaines de personnes ont été arrêtées, jetées en prison pendant des mois et des années, salies, leur vie détruite par des accusations monstrueuses d'avoir violé leurs propres enfants ou d'autres. Des dizaines d'enfants ont été arrachés à leur famille, torturés par des armées de psychologues.

L'affaire d'Outreau a commencé sous le gouvernement Jospin, dans le cadre d'une campagne hystérique pour la promotion de la famille et de l'hypocrite moralité bourgeoise. Le supérieur du juge Burgaud, qui avait instruit l'affaire d'Outreau, l'a rappelé lors de son audition à la commission d'enquête parlementaire qui a suivi Outreau (*le Monde*, 11 février 2006) : à l'époque il y avait une campagne politique anti-« pédophiles » enragée, et le rôle de la police et de la justice était de produire des cas et des coupables, et de les emprisonner, une tâche dont elles se sont acquittées diligemment. Les responsables de cette campagne étaient Lionel Jospin et Ségolène Royal, actuelle candidate du PS pour les élections présidentielles (et qui s'annonce donc comme la candidate du PC, de LO et de la LCR pour le deuxième tour, d'après leurs déclarations sur la nécessité de « battre la droite »).

Royal était en 1997 ministre déléguée à l'Enseignement sous Claude Allègre (l'homme qui voulait « dégraisser le mammoth »), avant d'être promue ministre déléguée en charge de la Famille et de l'Enfance. Pratiquement dès sa nomination en 1997, Royal a mis tout le poids du gouvernement derrière une chasse aux sorcières contre des personnes dont le seul « crime » était d'avoir visionné des cassettes pornographiques. Cette campagne sinistre d'ordre moral était l'un des premiers actes d'envergure du gouvernement Jospin. Le 17 juin 1997 la police perquisitionnait 800 domiciles et plaçait 630 personnes en garde à vue dans une rafle contre un « réseau » de cassettes pornographiques mettant en scène des mineurs. Finalement une trentaine de ces personnes seront condamnées à des peines avec sursis et deux ou trois peines de prison ferme. Entre-temps cinq hommes parmi les personnes arrêtées se sont suicidés. Dénonçant Ségolène Royal, qui était en pointe dans cette campagne, nous écrivions :

« Avec la peur et l'anxiété créées par la campagne pour «sauver nos enfants», la bourgeoisie criminalise le sexe en général. Elle essaie aussi de tirer un trait d'égalité entre ceux qui regardent des vidéos «pédophiles» et le tueur d'enfants en série qu'est Dutroux. Ça ressemble aux campagnes des féministes il y a quelques années qui disaient que regarder des films pornographiques mène au viol et autres formes d'oppression des

femmes. Mais regarder un film pornographique ou un film pédophile, c'est seulement regarder un film. En tant que marxistes, nous nous opposons à toutes les tentatives d'enfermer la sexualité dans les «normes» votées ou fixées par décret. »

– « ADO 71, Toro Bravo : A bas la censure de la pornographie ! A bas la chasse aux sorcières du gouvernement Jospin ! » (*le Bolchévik* n° 143, été 1997)

Royal a peu après pondu une circulaire qui dit : « Dès qu'un élève a confié à un membre de l'Education nationale des faits dont il affirme avoir été victime, il appartient à ce fonctionnaire d'aviser **immédiatement et directement** le procureur de la République, sous la forme écrite et transmise, si besoin est, par télécopie. » Cette circulaire obligeait tout enseignant, infirmière scolaire ou autre à dénoncer auprès du Grand Inquisiteur étatique toute allégation d'abus sexuel rapportée par les élèves, aussi incohérente ou absurde soit-elle. Ainsi était mise en branle l'affaire d'Outreau, parmi des centaines d'autres.

Nous défendons le droit de n'importe qui d'avoir n'importe quel type de relations sexuelles **consensuelles**, ce qui n'a rien à voir avec des crimes comme le viol. Evidemment quand il s'agit de personnes qui sont jeunes il y a toujours des zones d'ombre pour savoir dans quelle mesure le consentement est effectif, mais nous

sommes catégoriquement opposés aux lois type « circulaire Royal » qui rendent obligatoire de rapporter à l'Etat des cas d'inceste ou de pédophilie, car elles assurent la dévastation maximum pour tous ceux qui sont impliqués et elles dissuadent ceux qui ont besoin de consulter un spécialiste de le faire. **Flics, juges et curés, hors des chambres à coucher !**

La famille bourgeoise est un pilier de la société capitaliste ; elle a pour fonction de transmettre l'héritage à leurs enfants pour les capitalistes, et de transmettre la soumission à l'ordre établi pour les ouvriers. Elle est basée sur l'oppression des femmes. Nous sommes pour la remplacer par la collectivisation des tâches ménagères et d'éducation, ce qui exige de renverser tout l'ordre social par une révolution ouvrière. Les bolchéviks s'étaient attachés à cette tâche dans les premières années de la Révolution russe, malgré l'extrême dénuement du pouvoir révolutionnaire (voir notre article dans *Spartacis* édition française n° 37, été 2006).

## Outreau, Outreau bis, Outreau II : il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes

Si le scandale d'Outreau a eu un retentissement aussi considérable, c'est parce que des millions de personnes ont pu voir qu'elles pouvaient très bien elles-mêmes se retrouver du jour au lendemain emprisonnées arbitrairement pour des années, jetées dans l'opprobre, leur vie broyée, sans possibilité de se défendre pour de soi-disant crimes sexuels n'ayant rien à voir avec elles. Comme le disait Christine Martel, la femme de l'une des victimes, « Vous réalisez que cela aurait



sans crédit

pu arriver à n'importe qui d'entre nous ».

Lors du procès en appel les innocents ont finalement été libérés (à part François Mourmand qui s'était suicidé en prison), et une commission d'enquête parlementaire a été mise en place sur Outreau, où le PS, le PC et les partis bourgeois ont fait bloc pour sauver l'institution de la justice capitaliste. De façon obscène, le scandale d'Outreau est devenu un prétexte pour sanctifier la justice républicaine en présentant l'affaire d'Outreau comme une aberration, une exception au fonctionnement que devrait avoir normalement le système judiciaire. L'enjeu pour les réformistes devenait avec Outreau de redorer le blason et la crédibilité du système judiciaire capitaliste français. Ainsi le PCF a tenu un forum sur Outreau à la fête de *l'Humanité* de septembre 2006 avec en vedette... un juge ! Et l'Etat continue de chercher à utiliser l'émotion provoquée par le viol d'enfants qui, en fait, comme le viol des femmes, a souvent lieu à l'intérieur de la famille, pour justifier la levée de tous les droits démocratiques, le fichage et la surveillance à vie, etc. : un renforcement des pouvoirs répressifs de l'Etat qui vise **tout le monde**.

Et, **après** qu'Outreau s'était effondré, **après** la commission d'enquête parlementaire, **après** les « excuses » du gouvernement pour les victimes du procès d'Outreau I, est même venu le procès Outreau II en avril 2006. Lors de ce procès les trois frères D. et leurs compagnes, les trois sœurs V., ont tous pris deux ans de prison ferme. Ceci était basé initialement sur des accusations de viol par... Myriam Badaoui, la même mythomane d'Outreau I ! L'accusation de viol d'enfants s'est effondrée lors du procès, mais l'Etat n'a pas relâché pour autant sa vendetta. Six des sept accusés ont été condamnés essentiellement à cause de relations sexuelles consensuelles entre les beaux-frères et les belles-soeurs (voir *l'Humanité* du 18 avril). Nous dénonçons la condamnation des frères D. et des sœurs V. !

Dans l'affaire d'Outreau nous avons dit la vérité quand nous disions en septembre 2004, dans *le Bolchévique* n° 169, que la chasse aux sorcières avait cruellement brisé des vies. Non, l'Etat capitaliste n'est pas neutre ; ses flics, ses juges, ses matons, son armée, sont là pour défendre l'ordre capitaliste raciste et ses institutions réactionnaires comme la famille bourgeoise. L'Etat n'est pas là pour protéger les enfants, comme il le montre tous les jours en excluant de l'école des jeunes femmes voilées, en envoyant les CRS contre les lycéens en lutte contre la loi Fillon, et contre les jeunes des banlieues. Les « enfants-soldats » d'un Charles Taylor en Afrique, sur lesquels la presse capitaliste française s'apitoie à l'occasion, sont parfois recrutés directement avec des fonds de l'impérialisme français. Sans compter les centaines de milliers d'orphelins au Rwanda après un génocide parrainé par Mitterrand il y a 12 ans.

## Ségolène Royal et « l'ordre juste »

Entre septembre 1997 (circulaire Royal) et août 2004 (fin du premier procès d'Outreau), la Fédération des autonomes de solidarité, une association de l'enseignement public qui propose un soutien juridique à ses 730 000 membres, a été saisie de 849 affaires de « pédophilie », dont 73 % ont été classées sans suite (*l'Humanité*, 4 mai 2006). Mais des centaines d'enseignants ont été pourchassés, emprisonnés, éjectés de l'Education nationale, suicidés, etc. Ségolène Royal est intervenue personnellement, avec une hargne effrayante, dans une série de dossiers pour faire pression pour que les juges n'abandonnent pas la persécution de personnes manifestement innocentes (voir le livre de Marie-Monique Robin,

*l'Ecole du soupçon*, éditions La Découverte, Paris, 2006).

Royal a par exemple pris personnellement en juillet 1997 la défense d'un enfant affabulateur (mis en examen pour dénonciation calomnieuse) qui avait causé le suicide le mois précédent de Bernard Hanse, un professeur d'éducation physique. Royal a toujours refusé de tirer un bilan de sa fameuse circulaire et des dégâts qu'elle a entraînés. Et les innocents n'ont presque jamais obtenu réparation, pour peu que cela soit possible.

Pourtant les organisations de gauche ont à l'époque refusé de défendre les « pédophiles » persécutés par Royal. *L'Humanité*, quotidien du PCF, a activement participé à toutes les campagnes anti-« pédophiles », voire a été à l'avant-garde de certaines d'entre elles. La Gauche révolutionnaire s'est distinguée en nous vilipendant parce que nous avons défendu Michael Jackson contre la chasse aux sorcières raciste contre lui. Les réformistes veulent par définition administrer le capitalisme, et cela implique d'accepter son ordre moral réactionnaire.

Royal s'est illustrée pendant la révolte des banlieues en proposant, en matière de « protection de la jeunesse », un « encadrément militaire » pour les jeunes « délinquants », c'est-à-dire de transformer ces jeunes en chair à canon pour l'impérialisme français. Cela promet bien du sang et des larmes si le front populaire dirigé par Royal est élu en 2007. L'horrible cruauté réactionnaire de cette femme fait aujourd'hui frémir certains à gauche. Pourtant ce sont les réformistes, chacun à leur mesure, du PCF à LO, qui, en capitulant aux campagnes réactionnaires où Royal était en pointe, que ce soit sur la « pédophilie » ou la révolte des banlieues, ont pavé la voie pour sa chevauchée vers l'Elysée. Et le front populaire ne s'en prendra pas qu'à des couches jugées marginales pour leur sexualité « déviante » ou leur comportement face au harcèlement des flics. Derrière ces cibles faciles, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est visée. Il n'y a pas d'autre manière de gérer le capitalisme qu'en s'en prenant aux travailleurs et aux minorités. Comme nous l'écrivions dans notre article sur le premier procès d'Outreau (*le Bolchévique* n° 169, septembre 2004) :

« La croisade morale contre la "pédophilie" constitue l'un de ces prétextes tout comme la chasse aux sorcières raciste contre les soi-disant réseaux de terreur islamiste supposés se tapir dans chaque banlieue, prêts à frapper à tout moment les fondations et les valeurs de la société "française".[...] Les deux campagnes cherchent à trouver des boucs émissaires automatiquement présentés comme la principale menace sur la sécurité individuelle. Dans le monde réel, c'est le système capitaliste qui broie la classe ouvrière quand les marges de profit de la bourgeoisie augmentent et la rejette dans le chômage et la misère quand elles diminuent. »

**Une attaque contre un est une attaque contre tous !** Nous luttons pour mobiliser la classe ouvrière en défense de toutes les victimes de la répression raciste ou pour des raisons d'orientation sexuelle. Ce n'est que par la révolution socialiste qu'on en finira une bonne fois pour toutes avec ces campagnes réactionnaires. Nous luttons pour construire un parti ouvrier révolutionnaire qui soit un « **tribun populaire** », comme disait Lénine dans *Que faire ?*, « sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau d'ensemble de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer **devant tous** ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à **tous** et à chacun la portée historique et mondiale de la lutte émancipatrice du prolétariat ». ■

# Mexique : **PFP, armée, hors d'Oaxaca !** **Défense de l'APPO contre la répression !**

3 décembre – Le 1<sup>er</sup> décembre Felipe Calderón, le nouveau président mexicain, prêtait serment sous les applaudissements de George Bush senior et d'Arnold Schwarzenegger (aujourd'hui gouverneur républicain de Californie), au milieu des échauffourées dans le Parlement entre les partisans de Calderón du PAN (Parti d'action nationale, un parti clérical réactionnaire), et ses adversaires du PRD (Parti de la révolution démocratique). Dehors, des centaines de milliers de personnes protestaieent contre la fraude électorale qui avait marqué en juillet ces élections.

Calderón a promis de « mettre fin à l'impunité » (*le Monde*, 3-4 décembre), c'est-à-dire d'accroître encore la répression qui se déchaîne depuis des semaines, notamment dans l'Etat d'Oaxaca dans le sud du Mexique. Ce fut le cas le 25 novembre notamment, à la fin d'une manifestation pacifique dans la ville d'Oaxaca qui revendiquait la démission d'Ulises Ruiz

Ortiz, gouverneur-bourreau de l'Etat d'Oaxaca, la libération des militants emprisonnés et le retrait de la Police fédérale préventive (PFP). Les manifestants avaient l'intention d'« encercler » les agents de la PFP dans le centre historique pendant 48 heures. La PFP attendait les manifestants : des



25 novembre : la police fédérale attaque une manifestation de l'APPO au square Santo Domingo, à Oaxaca.

## **Aucune illusion dans le PRD, parti du capital !**

agents en civil ont ouvert le feu pendant que la police bombardait les manifestants de grenades lacrymogènes. D'après *la Jornada* (26 novembre), au moins trois manifestants auraient été tués par balles, et plus de 140 ont été blessés, dont au moins 20 par balles. Une centaine de personnes ont été arrêtées. La veille au soir, 24 novembre, César Mateos Benítez et Luis Sosa Campos, deux membres de l'APPO (Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca), avaient été enlevés. Depuis le mois de mai, quand la grève des enseignants a commencé dans l'Etat d'Oaxaca, plus de 300 personnes ont été arrêtées (dont 57 sont toujours emprisonnées), 63 personnes ont disparu et il y a 17 morts. Comme le déclaraient le 26 novembre nos camarades mexicains du GEM (Grupo espartaquista de México) dans un tract, « *Cette sinistre attaque ne doit pas rester impunie !* Le Grupo espartaquista de México, section de la Ligue communiste internationale, est solidaire de la lutte des masses d'Oaxaca et appelle le mouvement ouvrier tout entier à protester contre cette nouvelle attaque brutale. »

La classe dirigeante mexicaine craint que le PRI (Parti de la révolution institutionnelle, dont est membre le gouverneur d'Oaxaca) n'ait perdu le contrôle de la situation à Oaxaca, et que les réactions d'indignation face à la répression ne provoquent un soulèvement social plus large, dans un pays qui a déjà connu cette année de puissantes grèves des ouvriers de la grande industrie et des manifestations de masse, notamment autour du résultat contesté des élections présidentielles de juillet. Nos camarades, tout en faisant remarquer que les membres du PAN sont fanatiquement obscurantistes et qu'ils sont un monstre dangereux, ne cessent de mettre en garde contre les illusions dans le PRD, un parti bourgeois qui essaie de se positionner par rapport au mécontentement social et de coopter la lutte d'Oaxaca, où une partie importante de la population voit faussement le PRD comme un parti représentant leurs intérêts.

*Nous reproduisons ci-après un tract du 29 octobre de nos camarades du GEM.*

\* \* \*

## **Défense de la lutte des enseignants et de l'APPO à Oaxaca au Mexique !** **Pour des actions de grève ouvrière contre la répression de l'Etat !**

Après plus de quatre mois de grève des enseignants, héroïquement menée contre des attaques meurtrières continues de l'Etat, et alors que les instituteurs avaient voté de lever la grève, l'Etat capitaliste assassin a déchaîné une répression

massive pour écraser la lutte des enseignants d'Oaxaca et de leurs alliés de l'APPO (Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca). Au moment où nous écrivons ces lignes, on apprend que la PFP [police fédérale préventive] a déjà repris le Zócalo [grand-place] de la ville d'Oaxaca. On apprend également que, dès le début de la répression, un jeune de quinze ans a été assassiné d'une balle ; il y a déjà des dizaines de personnes arrêtées. La répression sanglante du 27 octobre a coûté quatre vies de plus : le professeur Emilio Alonso Fabián, le reporter photo américain d'Indymedia Bradley Roland Will, le paysan communautaire [comunero] Esteba Ruiz, et une personne non encore identifiée, ont été assassinés lors d'attaques de la police fédérale et du ministère aidées de groupes paramilitaires du PRI. On apprend aussi que ces derniers jours il y a eu 23 blessés, 20 arrestations, et 50 enseignants ont disparu. Depuis le mois de juin, au moins 14 instituteurs et militants pour la justice sociale ont déjà été assassinés par la police ou des tueurs. De nombreuses autres personnes ont été emprisonnées ou enlevées, et tous les jours il y a de nouvelles provocations et attaques policières. **Les instituteurs et l'APPO ne doivent pas se retrouver isolés face à la répression meurtrière de l'Etat capitaliste.** L'attaque contre les enseignants vise l'ensemble du mouvement ouvrier, et il est dans l'intérêt de celui-ci de défendre les enseignants d'Oaxaca. **La classe ouvrière industrielle doit mettre en branle sa puissance avec des actions de grève en défense des enseignants d'Oaxaca et de l'APPO.**

Nous, trotskystes du Grupo Espartaquista de México, nous protestons de la manière la plus vive contre les attaques de l'Etat et de ses bandes de tueurs, et nous sommes solidaires de la lutte des enseignants, des étudiants et des paysans qui les soutiennent. Nous disons : Liberté immédiate pour toutes les personnes arrêtées ! Levée de toutes les inculpations ! PFP, armée, hors d'Oaxaca ! Pour des actions de grève ouvrière contre la répression de l'Etat ! Défense des enseignants et de l'APPO !

Pour avoir soutenu la lutte à Oaxaca, des étudiants du CCH Naucalpan [lycée préparant l'entrée à l'UNAM, Université nationale autonome du Mexique, à Mexico] se sont fait brutalement attaquer jeudi dernier par des *porros* [nervis] au service des autorités et de l'Etat. Un des étudiants a été assassiné, et cinq autres sont hospitalisés. Pour des mobilisations ouvrières et étudiantes pour virer les *porros* de l'UNAM !

La répulsion générale contre les attaques de droite du PAN,

et de secteurs du PRI, a conduit à une polarisation aiguë de la société, et à la montée du populisme, représenté de façon visible par le PRD bourgeois. Depuis 2005 il y a eu des manifestations massives, atteignant jusqu'à 1,2 million de personnes, en défense de leurs droits démocratiques contre la magouille de Fox [le président de la République de 2000 à 2006] pour retirer son immunité à López Obrador [ancien maire de Mexico et candidat du PRD aux présidentielles]. Les manifestations du PRD en juillet, août et septembre cette année ont fait descendre dans la rue des millions de personnes pour protester contre la victoire électorale douteuse de Felipe Calderón, du PAN, un parti clérical. Fox y a répondu en mettant une grande partie de la ville de Mexico virtuellement en état de siège le 1<sup>er</sup> septembre, le jour de son dernier discours gouvernemental. La bourgeoisie elle-même est divisée, et craint que le mécontentement ne se transforme en éruption sociale. Ainsi, en attaquant les instituteurs combattifs d'Oaxaca, les capitalistes meurtriers au pouvoir veulent lancer un avertissement à la population tout entière – et à la classe ouvrière en particulier.

Oaxaca est l'un des Etats les plus pauvres du pays, l'un des plus ruraux et avec la plus grande proportion de peuples indigènes. Plus du cinquième de la population âgée de plus de 15 ans est analphabète ; plus du quart n'a pas l'eau potable ; c'est l'Etat au revenu par habitant le plus faible, et où la pauvreté est la plus élevée du pays, contraignant la population à émigrer en masse vers les Etats-Unis ou vers les centres urbains industriels du pays, à la recherche désespérée de moyens de subsistance. Les instituteurs, qui gagnent des salaires de famine, luttent pour offrir une éducation à des enfants qui souvent n'ont même pas de quoi manger.

La lutte combative actuelle reflète la colère longtemps contenue des masses d'Oaxaca soumises à la misère et à l'oppression raciste. Après l'éclatement de la grève pour exiger la requalification des enseignants, la répression brutale le 14 juin contre le campement des enseignants dans le centre ville d'Oaxaca – une répression repoussée héroïquement – a poussé la section 22 du SNTE [syndicat des enseignants] à radicaliser ses méthodes et à exiger que soit démis le bourreau Ulises Ruiz du PRI, gouverneur de l'Etat. Depuis, les instituteurs et l'APPO, constituée quelques jours plus tard, avaient gardé le contrôle du centre ville, érigeant de nombreuses barricades tout autour. Leurs forces de sécurité ont pu mettre en échec diverses provocations policières et capturer certains de leurs auteurs. La lutte, isolée à Oaxaca et manquant de puissance sociale, était arrivée à une impasse. La classe ouvrière industrielle doit se mettre à la tête de tous les exploités et opprimés, en lutte contre la répression de l'Etat bourgeois. On ne pourra stopper celle-ci une bonne fois pour toutes qu'en renversant le système capitaliste par la révolution socialiste.

Nous défendons énergiquement l'APPO et les enseignants contre l'Etat, mais cela n'implique pas que nous embrassions leur perspective politique, qui est dominée par les illusions dans le PRD et empreinte du populisme petit-bourgeois combattif qui caractérise également la perspective de l'EZLN [l'Armée zapatiste de libération nationale]. La veille des élections présidentielles du 2 juillet, les enseignants d'Oaxaca ont appelé à un « vote sanction » contre le PRI et le PAN, c'est-à-dire pour le PRD. La revendication principale des instituteurs est aujourd'hui la destitution d'Ulises Ruiz. Bien entendu, il faut virer ce bourreau. Mais ce qu'il y a d'important, c'est de comprendre que le capitalisme, indépendamment de qui l'administre, est un système basé sur l'exploitation du travail

Suite page 12

## Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik

BP 240

76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

**Nouvelle adresse e-mail : ltfparis@hotmail.fr**

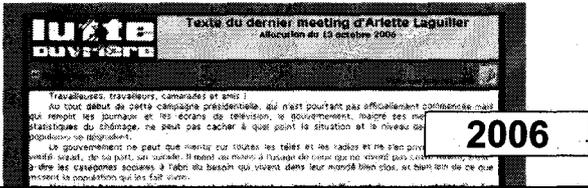
**Ligue trotskyste/Trotskyist League du Canada**

**Spartacist Canada Publishing Association**

C.P. 6867, succursale A, Toronto,  
Ontario M5W 1X6, Canada

tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

# Lutte ouvrière, ou les récidivistes du front populaire



LO, en se cachant derrière le sentiment pour un moindre mal, et en utilisant l'argument opportuniste classique de vouloir ne pas se couper des masses, sert ainsi en réalité aujourd'hui de rabatteur de voix pour le front populaire. Le front populaire, en tant qu'alliance avec la bourgeoisie, se base sur un programme de gestion du capitalisme, et s'engage nécessairement à rester dans ce cadre. Quand on soutient une composante de cette alliance capitaliste, même s'il s'agit d'un parti ouvrier réformiste comme le PC, on donne sa caution à l'alliance de collaboration de classes elle-même, qui a un caractère bourgeois. Pour la classe ouvrière ce n'est pas du tout « moins pire » (comme le prétend LO) qu'elle prenne des coups de la part de sa propre direction en alliance avec des partenaires bourgeois de gauche, plutôt que d'un gouvernement bourgeois de droite. La présence de partis ouvriers réformistes n'y change rien : dans les deux cas il s'agit d'une coalition capitaliste sur un programme capitaliste, garanti par la présence des capitalistes eux-mêmes dans la coalition ; voter pour les partis ouvriers réformistes qui sont en bloc avec la bourgeoisie est en contradiction avec les prétentions de Laguiller de représenter les intérêts de la classe des travailleurs.

Alors, chasser ce gouvernement de droite, ces hommes de droite répugnants, cyniques, menteurs, viscéralement hostiles aux pauvres, aux travailleurs et aux classes populaires en général, hostiles à tout ce qui n'est pas leur classe sociale, oui, cela ferait plaisir de les chasser et de les renvoyer dans leur foyer, qui n'en doutons pas est loin d'être misérable. Cela nuirait peut-être seulement à leur amour propre et peut-être aussi à leurs revenus car ce n'est plus eux qui auraient tous les avantages, voire les pots de vin ! Evidemment, on ne peut pas, dans les circonstances actuelles, chasser cette droite sans ramener la gauche que nous connaissons pourtant déjà bien. Mais il ne faudrait pas la ramener au pouvoir les yeux fermés, sans rien lui demander en échange. Et par rien lui demander, j'entends rien exiger d'elle. Que veulent dire de concret les slogans inscrits sur les tribunes de Fabius, de Strauss-Kahn ou de

**1997**

vail après 1981. Entre une droite ouvertement au service du patronat et une gauche qui est hypocritement, nous nous refusons à choisir. Par contre, dans les cas où il y aurait un duel entre un candidat du Front National et un candidat ou du Parti Communiste ou du Parti Socialiste, il ne faut pas laisser venir le candidat du Front National l'emporter. Mais rappelons que la montée du Front National est due à la situation sociale et

**lutte ouvrière**  
30 mai 1997



Le meeting de rentrée de Lutte ouvrière (LO) le 13 octobre a annoncé la couleur de sa campagne électorale : rose. En dépit de toutes ses critiques vis-à-vis de Ségolène Royal et du PS, et en dépit de ses paroles de combat contre le patronat et le capitalisme, Arlette Laguiller s'est en effet prononcée à mots à peine couverts pour le vote au deuxième tour des prochaines élections en faveur du candidat « de gauche » (c'est-à-dire du nouveau front populaire) le mieux placé :

En fait le front populaire au pouvoir entrave les luttes car les réformistes au gouvernement s'activent à calmer les ouvriers en leur disant qu'ils font déjà le maximum. Le front populaire permet aux réformistes de dissimuler leur propre trahison et leur programme procapitaliste derrière la nécessité de s'allier avec des forces bourgeoises « progressistes » ou « de gauche ». Plus généralement, avec le front populaire, les réformistes obscurcissent la conscience de classe du prolétariat en divisant les forces politiques en forces « de gauche » et « de droite », et non pas selon une ligne de classe. La première chose pour des révolutionnaires, c'est de lutter pour l'indépendance de la classe ouvrière par rapport à la bourgeoisie qui l'exploite, et par rapport aux partis et représentants de celle-ci.

Laguiller a poursuivi dans son meeting du 13 octobre, mettant les points sur les i :

« Ne nous y trompons pas, nous ne disons pas et ne dirons pas que gauche et droite c'est pareil ! Elles sont, comme je le disais plus haut, les acteurs d'une même pièce. Il y a ceux qui jouent le rôle des méchants et ceux qui jouent le rôle des bons. Et il est vrai qu'il vaut mieux avoir affaire à des faux bons qu'à de vrais méchants. [...] Beaucoup d'électeurs populaires disent, et à juste titre, que "la gauche est moins pire que la droite". C'est vrai ! Mais le moins pire, cela ne veut pas dire le meilleur ou même le bon ! Et littéralement, c'est pire quand même. »

« Alors, chasser ce gouvernement de droite, ces hommes de droite répugnants, cyniques, menteurs, viscéralement hostiles aux pauvres, aux travailleurs et aux classes populaires en général, hostiles à tout ce qui n'est pas leur classe sociale, oui, cela ferait plaisir de les chasser et de les renvoyer dans leur foyer, qui n'en doutons pas est loin d'être misérable. Cela nuirait peut-être seulement à leur amour propre et peut-être aussi à leurs revenus car ce n'est plus eux qui auraient tous les avantages, voire les pots de vin ! Evidemment, on ne peut pas, dans les circonstances actuelles, chasser cette droite sans ramener la gauche que nous connaissons pourtant déjà bien. Mais il ne faudrait pas la ramener au pouvoir les yeux fermés, sans rien lui

Entre les « vrais méchants », les « faux bons » et les « moins pires », LO escamote la constitution d'une nouvelle alliance de collaboration de classes, un « front populaire », entre des partis ouvriers réformistes (se référant à la classe ouvrière, ayant une base dans la classe ouvrière au travers de la bureaucratie syndicale, mais ayant un programme et une direction procapitalistes), comme le PS et le PCF, et des partis bourgeois (Radicaux de gauche, Verts, chevènementistes) pour administrer l'Etat capitaliste à partir de 2007.

demander en échange. Et par rien lui demander, j'entends rien exiger d'elle. »

En fait Laguiller ne demande ni n'exige absolument rien ! Elle ne demande même pas au PS de rompre d'abord avec ses alliés capitalistes radicaux de gauche, chevènementistes et verts. LO aide tout simplement à faire passer la pilule du vote pour le front populaire en précisant que ses électeurs « ne sont pas dupes des marsh-mallows déguisés en phrases des candidats socialistes » (?)

Certains militants ou sympathisants de fraîche date de LO pourraient être surpris que LO jette ainsi les bases politiques, des mois à l'avance, pour un soutien électoral pour le front populaire. Lutte ouvrière s'est en effet bâtie ces dernières années une réputation de refuser de voter pour n'importe qui, contrairement à la LCR de Besancenot qui est allée jusqu'à voter pour le candidat de la droite réactionnaire Chirac en 2002. Cette réputation de Lutte ouvrière est tout à fait imméritée. Ils ont historiquement soutenu le front populaire dans sa phase ascendante, pour ensuite s'en détourner lorsque les ouvriers sont déçus par l'expérience du front populaire. De 1973 à 1981, Lutte ouvrière a eu pour politique de soutenir les candidats des partis ouvriers du front populaire. Ils ont notamment appelé de toutes leurs forces à voter pour Mitterrand en mai 1981, « sans illusion mais sans réserve ».

LO s'est détournée à partir de 1983 du front populaire de Mitterrand, mais uniquement par opportunisme, à un moment où les ouvriers étaient déçus par la politique anti-ouvrière et raciste de ce gouvernement. Les ouvriéristes de LO s'adaptaient simplement à l'état d'esprit des ouvriers moyens, soutenant le front populaire quand il était populaire, s'en détournant quand il devenait impopulaire. Ils ont récidivé en 1997, en appelant à voter pour le PS ou le PCF dans les 76 circonscriptions (dont 47 remportées par la gauche) où le Front national se maintenait au deuxième tour : les circonscriptions cruciales qui ont permis à Jospin et Buffet d'obtenir une majorité parlementaire et d'accéder ainsi au gouvernement capitaliste. Le report des voix de Lutte ouvrière vers le front populaire a contribué à la victoire électorale de celui-ci ; LO porte par là, à sa propre échelle, une part de responsabilité dans les attaques du gouvernement Jospin. Cette trahison de Lutte ouvrière, loin de stopper les fascistes du Front national, a au contraire ouvert la voie à cinq ans d'austérité, de privatisations, d'expulsions de sans-papiers et de campagnes sécuritaires sous Jospin-Chevènement-Buffet débouchant sur la présence de Le Pen au deuxième tour des présidentielles en 2002, puis cinq ans de chiraco-sarkozysme et de nouvelles percées du Front national dans les sondages.

LO ne se contente pas d'un soutien au front populaire une fois tous les dix ou quinze ans au début d'un nouveau cycle gauche-droite. Ils ont simplement leur propre manière de pratiquer la collaboration de classes avec les capitalistes. Dans les années 1980, pendant la deuxième guerre froide sous Mitterrand, cela s'exprimait tout particulièrement dans la « question russe », avec leur soutien aux forces procapitalistes en Europe de l'Est comme Solidarność (le seul « syndicat » qu'adoraient Reagan, Thatcher et le pape), et leur soutien inconditionnel, lors de la chute du mur de Berlin, à une réunification de l'Allemagne « même si cette réunification se fait entièrement sous l'égide du capitalisme » (*Lutte de classe*, décembre 1989).

Ces dernières années, la collaboration de classes de LO avec les capitalistes s'est notamment manifestée sur la question des jeunes de banlieue issus de l'immigration notamment maghrébine et africaine, la pierre angulaire de l'oppression

raciste dans la société capitaliste française : les campagnes sécuritaires racistes, de droite et de gauche, ont pour but de stigmatiser les jeunes comme le principal ennemi, au lieu du capitalisme, et ainsi de diviser racialement et d'affaiblir la classe ouvrière de France. Le gouvernement, visant ostensiblement les jeunes de banlieue, multiplie les déclarations pour menacer de la cour d'assises quiconque s'opposerait « en bande organisée » à la police, ce qui permettrait de jeter en prison pour de bon n'importe quel militant ouvrier sur un piquet de grève ou une manifestation syndicale. Cela souligne une nouvelle fois que le mouvement ouvrier ne peut pas se défendre lui-même s'il ne prend pas la défense des jeunes de banlieue.

Mais LO a pris une part active, voire dirigeante, à l'exclusion de jeunes femmes portant le foulard islamique dans des lycées, pavant la voie à la loi raciste de Chirac-Ferry sur cette question. Pendant la révolte des banlieues fin 2005 ils ont signé un appel à rétablir l'ordre par la police, avant de se rétracter tout en minimisant la gravité de cette trahison (voir notre article de fond là-dessus paru dans *le Bolchévik* n° 176, juin). Et encore, pendant la lutte contre le CPE, LO a pris part à la campagne contre les « casseurs », un mot de code raciste pour la répression « républicaine » contre les jeunes des banlieues ; la campagne anti-« casseurs » a divisé le mouvement contre le CPE et offert à la bureaucratie syndicale l'occasion de collaborer avec les flics de Sarkozy.

Plus récemment, LO a saisi l'occasion de l'horrible incendie criminel d'un bus à Marseille, où une jeune femme a été brûlée à plus de 60 %, pour se livrer à une diatribe hystérique contre les jeunes des banlieues. Dans son éditorial du 30 octobre (*Lutte Ouvrière*, 3 novembre), LO assume sans la moindre preuve, mais en accord avec les flics et avec le très bourgeois *le Figaro*, que ce sont des jeunes de banlieue qui sont les auteurs de tous les incendies de bus qui se sont produits en France fin octobre. Même les camarades antillais de Lutte Ouvrière se sont sentis obligés de polémiquer à mots couverts contre l'amalgame de LO : « Evidemment, tous ces incidents sont attribués sans hésitation, "aux jeunes des banlieues" [...] (mais s'agit-il uniquement d'eux sous les cagoules ?) » (*Combat ouvrier*, 4 novembre).

Nous ne prétendons pas savoir qui a commis ces incendies ; peut-être que c'était des jeunes de banlieue, peut-être des fascistes, ou quelqu'un d'autre ; un préfet français de la Corse, Bonnet, s'est fait taper sur les doigts il y a quelques années parce qu'il s'était fait prendre ayant donné l'ordre à ses gendarmes d'incendier des restaurants de plage pour terroriser les nationalistes corses. Pour les flics, pour la presse capitaliste, pour le PS et le PCF, la recherche de la vérité est le cadet de leurs soucis.

Mais LO s'est saisie de ces incendies de bus (indéfendables du point de vue de la classe ouvrière) pour s'insérer résolument dans la campagne de criminalisation de la jeunesse orchestrée par le gouvernement et les sociaux-démocrates, basée sur l'équation jeune des banlieues = criminel = terroriste (islamique). Ils écrivent ainsi dans leur éditorial du 30 octobre :

« Alors, même s'ils sont issus des quartiers pauvres, ceux-là ne méritent pas plus de sympathie que les terroristes qui, au nom de causes justes ou pas, font exploser une voiture dans une rue populaire très passante ou au milieu d'un marché. »

Cette comparaison est grotesque. Marseille n'est pas Bagdad où effectivement, en parallèle aux attaques contre les troupes impérialistes et leurs forces supplétives locales, une guerre

*Suite page 29*

## Bush et les Démocrates attisent l'hystérie nucléaire

# Défense de la Corée du Nord ! A bas les sanctions de l'ONU !

*Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans Workers Vanguard (n° 879, 27 octobre), journal de la Spartacist League/U.S., section soeur de la Ligue trotskyste aux Etats-Unis.*

\* \* \*

« La menace extrême des Etats-Unis de déclencher une guerre nucléaire, les sanctions et les pressions contraignent la RPDC [République populaire démocratique de Corée] à procéder à un essai nucléaire [...], ce qui constitue une mesure de défense appropriée. » Le Ministère des Affaires étrangères nord-coréen a publié cette déclaration brute quatre jours avant que ce pays procède à son premier essai nucléaire. Moins d'une semaine après cet essai, le 14 octobre, le Conseil de sécurité des Nations Unies votait à l'unanimité d'imposer des sanctions contre la Corée du Nord – un acte de guerre, comme l'ont fait remarquer à juste titre les Nord-Coréens.

Il y a 56 ans, les forces de ce qui devait devenir la République populaire démocratique de Corée entraient dans le sud de la Corée avec comme objectif de libérer cette région des collaborateurs de l'occupation impérialiste japonaise – les anciens maîtres coloniaux de la Corée – qui étaient restés en place sous les auspices de l'armée américaine installée dans la région aux lendemains de la Deuxième Guerre mondiale. L'armée basée dans le nord, dans une tentative pour réunifier la Corée, déclencha dans le sud une puissante révolution sociale et fut à deux doigts de chasser l'armée impérialiste américaine de la péninsule. En un tout petit peu plus de deux ans l'armée américaine, qui menait l'assaut contre la Corée sous l'égide de l'ONU, subit presque autant de pertes que pendant plus de dix ans de guerre du Vietnam. Dans cette guerre, les Etats-Unis massacrèrent plus de trois millions de Coréens, incinérant et asphyxiant de nombreux villageois sous un océan de napalm.

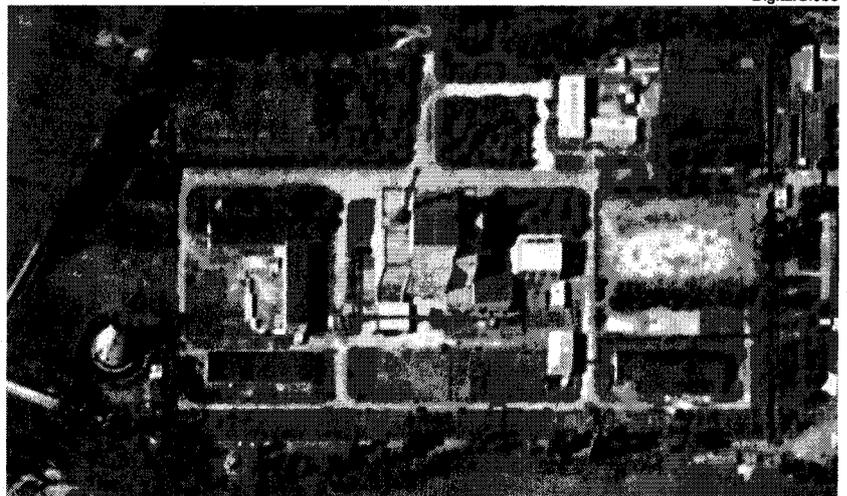
En tant que trotskystes, nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier déformé nord-coréen, et c'est pourquoi nous nous réjouissons de ce que la Corée du Nord développe des armes nucléaires, une dissuasion nécessaire contre l'impérialisme. Notre défense de la Corée du Nord – où le pouvoir est exercé selon les règles de la primogéniture par Kim Jong-il, le fils de Kim Il-sung, et chef de la bureaucratie stalinienne – est une défense du renversement et de l'expropriation du capitalisme. Abandonner la défense des Etats ouvriers, c'est abandonner la cause de la révolution prolétarienne internationale. Cette cause, et par conséquent la



AP

Ci-dessus : des manifestants protestent dans les rues de Séoul, en Corée du Sud, le 19 octobre, contre la visite de la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice. Ci-dessous : le réacteur de cinq mégawatts de la centrale nucléaire nord-coréenne de Yongbyon.

DigitalGlobe



défense militaire inconditionnelle des derniers Etats ouvriers déformés, la Chine, Cuba, le Vietnam et la Corée du Nord, constitue la pierre angulaire du programme de la Ligue communiste internationale (LCI).

La guerre de Corée n'a jamais pris fin, pas seulement techniquement parce que les Etats-Unis ont refusé de signer un traité de paix, mais dans les faits. Loin d'être le produit des délires sur « l'axe du mal » d'une administration Bush shootée aux anabolisants, la seule politique de l'impérialisme US envers le Nord et son régime stalinien a toujours été sa destruction, comme étape du processus pour renverser la Révolution chinoise de 1949. Aujourd'hui, ce sont les Démocrates

qui affichent leur « fermeté » envers la Corée du Nord, attaquant l'administration Bush sur la droite.

La guerre de Corée avait été déclenchée par le président Démocrate Harry Truman et poursuivie par son successeur Républicain Dwight Eisenhower, tandis que le général Douglas MacArthur envisageait d'utiliser des armes nucléaires contre la Chine. Il ne fait guère de doute que la possibilité d'une riposte nucléaire de l'URSS a fait réfléchir à deux fois les docteurs Folamour, tandis que l'intervention de plus d'un million de « volontaires » de l'Armée populaire de libération chinoise, après que la Chine elle-même avait été menacée militairement par les Etats-Unis, a permis à la Corée du Nord de survivre. Aujourd'hui encore, les Etats-Unis maintiennent près de 30 000 soldats en Corée du Sud, ainsi qu'une base navale et trois bases aériennes. Ces soldats ont été utilisés à plusieurs reprises pour appuyer la répression des luttes ouvrières et des soulèvements sociaux au Sud, et ils témoignent de la détermination de l'impérialisme US à prendre sa revanche après sa défaite au Nord. **Troupes et bases US, hors de Corée du Sud !**

La veille de la publication de la déclaration du Ministère des Affaires étrangères nord-coréen, le secrétaire d'Etat adjoint américain Chris Hill lançait cet avertissement : « Nous n'allons pas vivre avec une Corée du Nord nucléaire. Elle peut avoir un avenir, ou elle peut avoir ces armes. Elle ne peut pas avoir les deux. » Les prétentions antinucléaires des Etats-Unis sont de la pure foutaise, destinée à faire oublier l'incinération d'Hiroshima et Nagasaki à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ce sont les Etats-Unis qui, dans leur « Bilan de posture nucléaire » de 2002, ont inscrit la Chine et la Corée du Nord, entre autres pays, comme cibles de premières frappes nucléaires potentielles. De son côté, la Corée du Sud a cherché à plusieurs reprises à développer en secret la technologie nécessaire à la fabrication d'armes nucléaires. Le Japon, qui possède plus de 40 tonnes de plutonium, a la capacité de développer, dans les délais les plus brefs, des armes nucléaires. Et il y a bien sûr l'important arsenal nucléaire d'Israël.

L'essai nucléaire de la Corée du Nord n'en a pas moins été caractérisé par la plupart des commentateurs bourgeois comme le produit d'une dictature bizarre, démente et incontrôlée. Il y a beaucoup à dire sur le pouvoir bureaucratique, dynastique et mythifié des Kim en général, et plus particulièrement sur les penchants du « cher dirigeant » Kim Jong-il. Mais la décision de la Corée du Nord de procéder à cet essai n'est pas seulement rationnelle ; elle constitue une première étape essentielle pour développer un arsenal nucléaire capable de dissuader une attaque impérialiste. Ce n'est pas par hasard que le seul répit partiel que la Corée du Nord ait connu face à la pression sans relâche de l'impérialisme US a été pendant la période où elle était économiquement et militairement alliée avec l'URSS. En fait, sans l'arsenal nucléaire soviétique, il est probable qu'une grande partie de la Chine, du Vietnam ainsi que de la Corée du Nord serait un champ de ruines irradiées.

### **A bas le chantage nucléaire impérialiste !**

Au lendemain du conflit frontalier sino-indien de 1962, au cours duquel l'Union soviétique avait refusé de soutenir la Chine au nom de la quête par les Soviétiques d'une « coexis-



Captain C.W. Huff/National Archives

**Séoul, 1950 : sous le drapeau de l'ONU, les impérialistes américains, pendant la guerre de Corée, ont massacré quelque trois millions de personnes et transformé la péninsule en champ de ruines.**

tence pacifique » avec l'impérialisme américain, nous avons salué la première explosion nucléaire chinoise, en octobre 1964, comme un acte de défense élémentaire dans le contexte de la trahison soviétique. Nous déclarions alors : « La question centrale, c'est que chaque augmentation de la capacité chinoise à tenir en respect militairement les Etats-Unis augmente le temps disponible pour préparer la révolution prolétarienne – avant tout en Amérique –, au final la seule garantie de tous les acquis obtenus jusqu'ici par la classe ouvrière internationale » (*Spartacist* édition anglaise n° 3, janvier-février 1965).

Pour des marxistes révolutionnaires, c'est un axiome : pour que la révolution socialiste survive, elle doit, à relativement brève échéance, acquérir la prédominance dans le monde par la prise du pouvoir par le prolétariat dans les bastions les plus avancés de l'impérialisme. Les castes bureaucratiques au pouvoir dans les Etats ouvriers déformés n'ont pas ce genre de perspective. Elles tirent leurs privilèges économiques relatifs et leur pouvoir social de leur rapport parasitaire aux Etats ouvriers, et de ce fait redoutent par-dessus tout le réveil d'une combativité prolétarienne qui menacerait de remplacer leur domination. Ainsi, s'ils sont occasionnellement forcés de défendre, contre les attaques de l'impérialisme, les révolutions qu'ils tiennent sous leur emprise politique, ces bureaucrates staliniens cherchent à maintenir une futile politique de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme dans le cadre de leur dogme nationaliste de la construction du « socialisme dans un seul pays » (ou même la moitié d'un pays dans le cas de la Corée du Nord).

Pendant la guerre froide dirigée par les Etats-Unis qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale et qui avait l'Union soviétique comme cible désignée d'une attaque nucléaire, l'URSS a fourni un important soutien militaire et matériel à l'Etat ouvrier déformé chinois nouvellement créé, et qui était pris de façon similaire pour cible pendant la guerre de Corée. Avec la désescalade de la guerre froide, les staliniens d'Union soviétique se sont déclarés prêts à monnayer ce soutien en échange d'un rapprochement avec les impérialistes américains. De même, pendant la guerre du Vietnam, le Parti communiste chinois (PCC) a saisi « l'occasion » de s'acquiescer avec les impérialistes américains contre un imaginaire « social-impérialisme » soviétique. Comme les Etats-Unis cherchaient à renverser la puissance militaire et industrielle qui était née de la Révolution d'octobre 1917, les efforts du

**Visitez le site web de la LCI**  
**www.icl-fi.org**

PCC furent très appréciés par les Etats-Unis, et contribuèrent à paver la voie à la contre-révolution dans l'Etat ouvrier dégénéré soviétique en 1991-1992, une défaite historique d'importance mondiale pour le prolétariat international.

Dans le cas de la Corée du Nord, la Chine a voté, de façon criminelle, pour les sanctions contre ce pays au Conseil de sécurité de l'ONU, après avoir précédemment condamné l'essai nucléaire dans une déclaration commune avec le Premier ministre de droite japonais nouvellement élu Shinzo Abe publiée le 8 octobre. Et Pékin n'a pas cessé de faire pression sur le régime de Pyongyang pour qu'il revienne aux « pour-parlers à six » dont l'objectif est de désarmer la Corée du Nord. Pour sa part, la Corée du Nord fait pression pour des discussions « bilatérales » avec les Etats-Unis.

Quel a été le résultat net de la servilité éhontée de la Chine ? A n'en pas douter, les impérialistes accordent maintenant à la Chine le statut d'acteur majeur, bien qu'aberrant, sur la scène mondiale. Et il y a les somptueux banquets arrosés d'alcools forts, accompagnés d'occasions sans aucun doute nombreuses de s'enrichir pour faveurs accordées aux investisseurs impérialistes. Mais depuis le renversement de l'Etat ouvrier dégénéré en URSS, les Etats-Unis ont redéployé en Asie des forces qu'ils employaient jadis à contenir la « menace » soviétique, et ces forces sont un danger pas seulement pour Pyongyang, mais en premier lieu pour Pékin. En même temps, les Etats-Unis renforcent leurs liens avec l'impérialisme japonais, en prenant la Chine pour cible sous couvert de « défendre » l'Etat capitaliste taïwanais. Pour sa part, le Japon s'efforce d'enjoliver sa brutale occupation de la Chine et de la Corée pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à sa défaite pendant la Deuxième Guerre mondiale, et utilise en même temps la Corée du Nord comme prétexte pour contourner les restrictions au développement de son armée, inscrites dans la Constitution d'après-guerre.

La honteuse conciliation dont fait preuve Pékin envers la campagne impérialiste contre la Corée du Nord est particulièrement dangereuse pour la défense de la Chine elle-même. Une contre-révolution capitaliste en Chine serait une défaite dévastatrice pour le prolétariat international, car elle transformerait le pays le plus peuplé du monde en un atelier géant de surexploitation directement sous la coupe des exploiters impérialistes, ou peut-être autre chose qui n'est même pas encore envisagé. L'urgence, c'est de lutter pour la révolution politique prolétarienne en Chine, pour chasser les bureaucrates au pouvoir à Pékin et les remplacer par un régime basé sur la démocratie ouvrière et l'internationalisme révolutionnaire. Une révolution politique ouvrière en Chine serait un aiguillon pour un soulèvement similaire en Corée du Nord, en même temps que l'étincelle d'une révolution socialiste en Corée du Sud, jetant ainsi la base d'une **réunification révolutionnaire** de la péninsule coréenne. Elle donnerait un élan puissant au prolétariat japonais contre ses maîtres capitalistes, et préparerait le terrain pour une offensive prolétarienne à l'échelle mondiale contre la domination impérialiste.

## Pour la révolution socialiste internationale !

Aux Etats-Unis, les Démocrates se sont saisis de l'essai nucléaire de la Corée du Nord pour se présenter comme les vrais durs qui savent comment défendre l'Amérique contre les vrais Etats-voyous comme la Corée du Nord et l'Iran. L'ancien sénateur Démocrate Sam Nunn résumait ainsi les leçons de l'essai nucléaire du Nord : « Ce qu'il vous dit, c'est que nous avons commencé du mauvais côté de "l'axe du

mal". Nous avons commencé avec le moins dangereux des pays, l'Irak, et nous le savions à l'époque. Et maintenant nous devons gérer cela » (*New York Times*, 10 octobre). Et Harry Reid, le leader de la minorité au Sénat, l'a exprimé de façon encore plus tranchante : « Distruite par l'Irak et paralysée par ses divisions internes, l'administration Bush est depuis plusieurs années dans un état de déni au sujet du défi croissant que représente la Corée du Nord, et elle a trop souvent essayé de minimiser le problème ou de changer de sujet [...]. La première étape pour mettre fin au programme d'armes nucléaires de la Corée du Nord, c'est de faire en sorte que ce premier essai nucléaire présumé soit aussi le dernier » (Agence France-Presse, 9 octobre).

Une chose est claire : si les Démocrates reprennent le contrôle du Sénat et/ou de la Chambre des représentants lors des prochaines élections, ce sera dans une large mesure parce que les électeurs sont consternés par l'occupation apparemment sans fin de l'Irak. Mais les Démocrates sont, en fait, le parti par excellence de la guerre impérialiste. Pratiquement toutes les principales actions impérialistes américaines du XX<sup>e</sup> siècle ont été menées par des présidents Démocrates – parce que la classe dirigeante américaine sait que la posture d'« amis » des travailleurs qui est celle des Démocrates les rend mieux à même de faire passer les guerres de l'impérialisme US auprès de la population. Et de fait, Bill Clinton, en 1994, était prêt à bombarder la Corée du Nord jusqu'à ce qu'elle se soumette s'il n'avait pas obtenu de Kim Jong-il la promesse de cesser ses efforts pour retraiter le plutonium contenu dans les barres de combustible. Ce qu'offrent les Démocrates, c'est une « guerre contre le terrorisme » supérieure, dont la cible prioritaire serait aujourd'hui la Corée du Nord, comme premier coup tiré contre la Révolution chinoise de 1949.

Les aspirations prédatrices des Etats-Unis sont tellement transparentes que même certains des socialistes de pacotille qui esquivent la défense des Etats ouvriers déformés avec l'argument spécieux qu'il s'agirait de sociétés capitalistes, feignent la sympathie pour le sort de la Corée du Nord. Ainsi, l'International Socialist Organization (ISO) a décrit le conflit actuel comme une « confrontation américaine déclenchée par Bush » et comme « le dernier exemple de plus d'un demi-siècle de pressions militaires des Etats-Unis et de leur Etat-client, la Corée du Sud, qui ont commencé avec une guerre entre les deux Corée de 1950 à 1953 » (*Socialist Worker*, édition en ligne, 13 octobre).

Il faut un culot d'acier à l'ISO pour se déclarer ainsi préoccupée. Ses géniteurs ont reçu leur baptême du feu pendant la guerre de Corée quand ils ont capitulé devant l'impérialisme britannique et américain et refusé de défendre la révolution sociale coréenne contre l'agression impérialiste. L'ISO soupire maintenant qu'aucune personne sensée ne veut d'une guerre en Corée, et préconise un « vrai désarmement » qui commencerait « avec la force motrice de la militarisation de la politique étrangère en Asie – le gouvernement des Etats-Unis ».

L'ISO trahit ici sa foi misérablement réformiste dans la possibilité de créer un impérialisme bon et inoffensif. Voter pour telle ou telle version de la politique impérialiste aura un impact nul sur les aspirations de la classe dirigeante américaine, qui ne veut rien moins que dominer le monde. Pour mettre fin à la guerre et à ses ravages, il faut que le prolétariat renverse l'ordre mondial impérialiste, et cette tâche ne peut pas être accomplie sans forger un parti révolutionnaire trotskyste international voué à cet objectif. C'est à cela que la LCI consacre toutes ses ressources. ■

## Mexique...

Suite de la page 6

et la répression systématique des ouvriers et des opprimés par l'Etat bourgeois – la police, l'armée, les tribunaux et les prisons. Lénine, reprenant les enseignements d'Engels contre ceux qui affirmaient qu'on pouvait réformer l'Etat bourgeois, expliquait dans l'*Etat et la révolution* que l'Etat est un pouvoir spécial de répression

« exercé contre le prolétariat par la bourgeoisie, contre des millions de travailleurs par une poignée de riches, [auquel] doit se substituer un "pouvoir spécial de répression" exercé contre la bourgeoisie par le prolétariat (la dictature du prolétariat). C'est en cela que consiste la "suppression de l'Etat en tant qu'Etat". Et c'est en cela que consiste l'"acte" de prise de possession des moyens de production au nom de la société. »

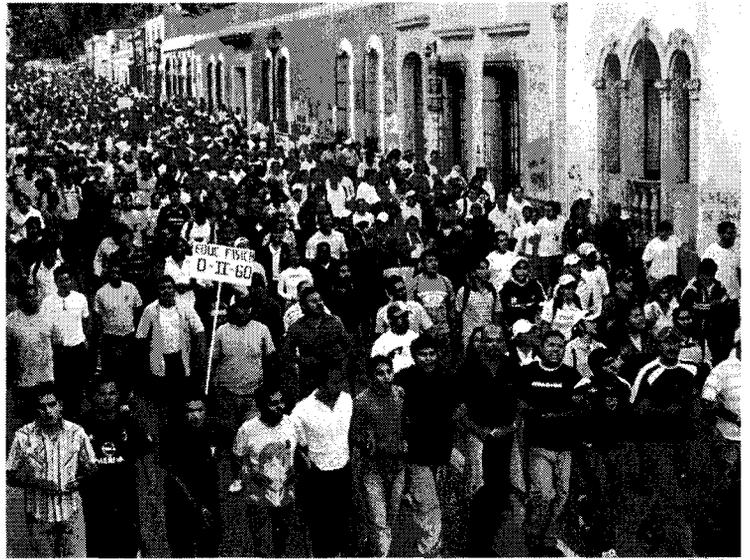
Le PRD est un parti nationaliste bourgeois. Ses divergences avec le PAN et le PRI portent simplement sur comment administrer le capitalisme. Pour pouvoir obtenir quelques miettes de plus de la table de ses maîtres impérialistes, le PRD a besoin de s'appuyer sur la classe ouvrière, et c'est la raison pour laquelle il essaie de prendre une posture d'« ami » des ouvriers et des opprimés. Les illusions dans la bourgeoisie nationaliste sont en réalité *suicidaires*. Comme nous l'écrivions dans *Espartaco* n° 26 (septembre 2006) :

« La participation du PRD aux attaques continuelles contre les syndicats à Mexico, notamment contre le SUTGDF [syndicat des employés municipaux] et le syndicat du métro, sa participation au passage de la grève étudiante de l'UNAM par la police en 1999, à la répression meurtrière à Lázaro Cárdenas et Atenco, à l'assassinat de militants zapatistes documenté par l'EZLN lui-même, ne sont pas des faits isolés : ils reflètent la nature bourgeoise, et, de ce fait, anti-ouvrière par nature, du PRD. »

Le PRD, et de même les bureaucraties syndicales qui lui sont liées, sans mentionner celles qui le sont au PRI, a soigneusement maintenu ses distances avec la lutte à Oaxaca, qui a échappé à son contrôle direct ; bien qu'il dise s'opposer à la répression contre les enseignants, il attaquera demain les masses en lutte, comme il l'a fait tant de fois dans le passé.

### Pour la révolution permanente !

La seule perspective pour changer fondamentalement la situation de la classe ouvrière et des grandes masses appauvries de la petite bourgeoisie, c'est de lutter pour la révolution socialiste. Les jeunes qui s'identifient aux instituteurs combattifs et aux militants pour la justice sociale d'Oaxaca, doivent comprendre que seule la classe ouvrière a la puissance sociale et l'intérêt de classe pour détruire le système capitaliste par la révolution socialiste, prenant la tête de tous les exploités et opprimés. Le rôle du prolétariat industriel urbain est de mettre en mouvement les moyens de production, et de ce fait il a le pouvoir de paralyser l'économie tout entière. On a eu un exemple récemment de cette immense puissance sociale avec la grève victorieuse des mineurs et métallos de Lázaro Cárdenas, dans l'Etat du Michoacán, qui a mis à genoux les patrons (ils ont été finalement obligés d'accéder à toutes les revendications du syndicat), et a porté un coup sévère au gouvernement lui-même. Du fait que les ouvriers travaillent collectivement et qu'ils n'ont que leur propre force de travail pour vivre, leur intérêt objectif en tant que classe est d'abolir la propriété privée, et, en fin de compte, détruire le système capitaliste.



Bradley

Des centaines de milliers de personnes manifestent à Oaxaca pour exiger la démission de Ruiz, gouverneur de l'Etat d'Oaxaca, ainsi que la libération des prisonniers politiques.

Ce qui est fondamental pour parvenir à cet objectif, c'est de combattre sans trêve les illusions dans la bourgeoisie, fomentées surtout par les bureaucraties syndicales procapitalistes qui dirigent aujourd'hui tous les syndicats, en luttant pour l'**indépendance politique du prolétariat** et pour forger un parti léniniste-trotskyiste de l'avant-garde ouvrière se proposant de diriger le prolétariat jusqu'à la prise du pouvoir. La bourgeoisie, indépendamment de sa perspective politique, est incapable de résoudre même des questions démocratiques comme la solution de la question agraire qui maintient le gros de la paysannerie, à Oaxaca et dans tout le pays, dans la misère la plus complète. Comme l'expliquait Léon Trotsky, co-dirigeant avec Lénine de la Révolution d'octobre 1917, dans son ouvrage *la Révolution permanente* :

« Pour les pays à développement bourgeois retardataire, et en particulier pour les pays coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs **tâches démocratiques et de libération nationale** ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes. »

Une composante essentielle de la lutte contre l'influence de la bourgeoisie sur la classe ouvrière, est de lutter contre l'idéologie du nationalisme, qui ne sert qu'à maintenir les ouvriers enchaînés à leurs « propres » patrons, laquais des impérialistes. La classe ouvrière est une classe internationale avec des intérêts communs, et une révolution prolétarienne au Mexique ne pourrait survivre sans l'appui de nos frères de classe des Etats-Unis. Nous, marxistes, opposons l'internationalisme prolétarien au nationalisme bourgeois, en luttant pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde entier.

### La gauche à la remorque du populisme

La majorité de la gauche s'est politiquement adaptée à l'APPO et aux enseignants d'Oaxaca – bien que certains, tels « Militante », un groupe pseudo-trotskyiste affilié au PRD bourgeois, critiquent l'APPO de la droite puisqu'une section de l'APPO a refusé de participer à la « Convention nationale démocratique », dont le seul but était de nommer AMLO [López Obrador] « président légitime » [« La Insurrección Revolucionaria d'Oaxaca », brochure non datée]. Les staliens du Parti communiste du Mexique (marxiste-léniniste)

[PCM] fondent toute leur stratégie sur la construction de leur « Front populaire révolutionnaire » (FPR), dans le but de subordonner la classe ouvrière à la bourgeoisie selon le schéma menchévique, plagié ensuite par Staline, de la « révolution par étapes » ; la première de ces étapes consiste en une soi-disant révolution démocratique bourgeoise ; la seconde, supposée être la lutte pour la révolution socialiste, a toujours été en réalité le massacre des travailleurs. Ainsi le PCM appelle à donner « tout le pouvoir au peuple » (*Vanguardia Proletaria*, seconde quinzaine d'octobre 2006), lequel pouvoir, selon le porte-parole de l'APPO et membre du FPR Florentino López, viendra « grâce à la Nouvelle Constituante, pour donner forme à un gouvernement populaire et démocratique qui ouvrira la voie à un Etat d'Oaxaca véritablement libre et souverain. » Un gouvernement « démocratique et populaire » est un gouvernement *bourgeois*. Pour « justifier » l'abandon du programme bolchévique de lutte pour la révolution socialiste mondiale, Staline brandissait le dogme anti-révolutionnaire selon lequel l'URSS pouvait construire « le socialisme dans un seul pays ». *Vanguardia Proletaria* donne un tour nouveau à cette absurdité, en luttant désormais pour une « démocratie populaire » dans une seule province.

Pas très loin des staliniens, on trouve les pseudotrotskystes de la LTS-CC [Ligue des travailleurs pour le socialisme – Contre le courant]. Dans leur journal *Estrategia Obrera* n° 54 (2 octobre), ils déclarent : « l'existence d'un double pouvoir est démontrée par le fait que les médias coordonnent la lutte, étendent la solidarité et expriment le mécontentement des opprimés. » Cette déclaration est absurde.

L'exemple classique du double pouvoir a été donné par la Révolution russe de 1917. Les travailleurs ont fait la révolution de Février, qui a fait tomber le tsar et a conduit à la formation d'une république bourgeoise dirigée par le Gouvernement provisoire. Mais cette révolution a aussi créé les soviets, ou conseils, organes du pouvoir des *ouvriers* contreposé au



Espartaco

Les métallurgistes de l'usine Mittal Steel, dans le port de Lázaro Cárdenas, le 11 avril, à l'issue d'une grève victorieuse

pouvoir des capitalistes. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires (un parti populiste basé sur la paysannerie) ont soutenu et participé au Gouvernement provisoire, et au début ont dirigé les soviets avec une politique de collaboration de classe. Au contraire, les bolchéviks de Lénine se sont fermement opposés au Gouvernement provisoire et exigeaient « Tout le pouvoir aux soviets ! », polémiqueant avec force contre les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires et préparant ainsi la révolution d'Octobre. La contradiction entre les deux pouvoirs (le Gouvernement provisoire bourgeois et les soviets ouvriers), une situation hautement et forcément instable et brève, a été résolue par la révolution bolchévique qui renversa la bourgeoisie et instaura la dictature du prolétariat fondée sur les soviets.

La LTS-CC appelle à un « gouvernement provisoire de l'APPO et des autres organisations ouvrières, paysannes et populaires de l'Etat [d'Oaxaca]. Ce gouvernement devrait convoquer une Assemblée constituante révolutionnaire [c'est-à-dire un *parlement bourgeois*] sur les ruines du régime actuel, pour discuter et soumettre les demandes du peuple de l'Etat, comme composante de la lutte nationale contre le régime de l'alternance. » L'appel de la LTS-CC se réduit à confier l'administration de l'Etat capitaliste à Oaxaca à l'APPO, adoptant la même illusion qui a rendu les zapatistes très populaires, celle d'un îlot démocratique d'« auto-gestion » au sein du régime capitaliste brutal. Dans les faits, la LTS-CC adopte également le schéma menchévique de « révolution par étapes ». Ce n'est pas par hasard que la LTS adopte le nom du Gouvernement provisoire russe *bourgeois et impérialiste* de 1917.

Bien que l'Internationalist Group (IG) s'essaye à la phraséologie marxisante plus souvent que les groupes mentionnés ci-dessus, il partage avec eux l'adaptation à la conscience des masses en luttés. Incapable de répondre à nos polémiques, l'IG a eu recours aux falsifications les plus grossières et a

# Espartaco

Publication du  
Grupo Espartaquista  
de México

4 € pour 4 numéros  
(plus Spartacist,  
édition en espagnol)

Commande :

SEDI  
B.P. 135-10  
75463 Paris Cedex 10





Spartakist

WV

4 novembre : les spartacistes participent aux protestations à Berlin (à gauche) et à Los Angeles (à droite). Les panneaux appellent à des grèves ouvrières contre la répression au Mexique et mettent en garde contre les illusions dans le PRD, un parti bourgeois.

récemment répandu l'infâme calomnie selon laquelle nous spartacistes serions des « apologistes des escadrons de la mort ». La raison qui se cache derrière leur recours désespéré à de telles calomnies est notre défense de principe du syndicat des mineurs contre les attaques de Fox et du PRD, et notre dénonciation des positions pro-PRD et anti-syndicales de l'IG. Selon l'IG les syndicats corporatistes représentent en réalité l'« ennemi de classe » (et ainsi des « escadrons de la mort »), tandis que seuls les syndicats liés au PRD seraient d'authentiques organisations ouvrières, d'où découle la renonciation de l'IG à la défense élémentaire du syndicat des mineurs contre les attaques de l'Etat (voir « L'IG : Mensonges dangereux et calomnies cyniques », supplément à *Espartaco*, 20 octobre).

Les cadres fondateurs de l'IG ont quitté la Ligue communiste internationale il y a dix ans, désespérés par la tâche ardue de forger des partis léninistes-trotskyistes luttant pour la révolution socialiste. Depuis lors, ils se sont consacrés à la recherche de substituts au prolétariat comme acteur fondamental de la révolution socialiste. Leurs positions sur Oaxaca le démontrent clairement. L'IG caractérise l'APPO d'« organisation avec une orientation front-populiste, bien que toujours en cours de formation. C'est-à-dire qu'elle va dans la direction d'une coalition de collaboration de classes qui cherche à enchaîner la classe ouvrière à certains secteurs de la bourgeoisie, pour faire dérailler une lutte de classe explosive et ainsi éviter un « danger révolutionnaire » » (*El Internacionalista/Edición México* n° 2, août 2006). Le front populaire est une coalition de collaboration de

classes dans laquelle un ou plusieurs partis ouvriers se subordonnent à la bourgeoisie, en général pour administrer l'Etat capitaliste. L'APPO n'est pas une organisation ouvrière : elle a sa base parmi les enseignants syndiqués et autres secteurs de la petite bourgeoisie tels que les étudiants et les paysans. De par sa composition sociale tout autant que sa perspective politique – qui dissout le prolétariat dans la masse du « peuple », se fonde sur les illusions dans la réforme démocratique de l'Etat capitaliste et se tourne directement vers le PRD pour la réaliser –, l'APPO n'est pas une organisation front-populiste mais, ainsi que nous l'avons déjà vu, simplement populiste. Bien que la lutte à Oaxaca puisse servir d'étincelle pour faire éclater la lutte des ouvriers, par elle-même elle ne pose pas de « danger révolutionnaire ». L'IG est incapable de reconnaître que le prolétariat industriel, en tout cas minuscule à Oaxaca, n'est pas une force d'importance dans la lutte actuelle, et il a trouvé son substitut chez les enseignants, les étudiants et les paysans.

Dans tous les cas, les sottises de l'IG sur le « front-populisme » de l'APPO sont conçues pour donner une couverture plus ou moins « de gauche » à leur adaptation. Sur le terrain, quand cela compte, ils préfèrent taire toute critique des masses en lutte. Ainsi, lors d'un meeting étudiant appelé récemment par l'IG au CCH Sur [un autre lycée de l'UNAM] leurs orateurs ont omis toute critique, toute référence au marxisme ou même à leur propre organisation, pour éviter de s'aliéner leurs compagnons de route dans le « mouvement ».

Nous, spartacistes, luttons pour forger un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, l'instrument fondamental de la révolution socialiste, seule solution à l'exploitation, à l'oppression et à la misère inhérentes au capitalisme. La classe ouvrière ne doit pas permettre que la répression capitaliste se fasse en toute impunité. *Défendez les enseignants et leurs alliés contre les attaques de l'Etat !*

## ABONNEZ-VOUS !

# LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*  
Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €  
Canada : 5 \$Cdn

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

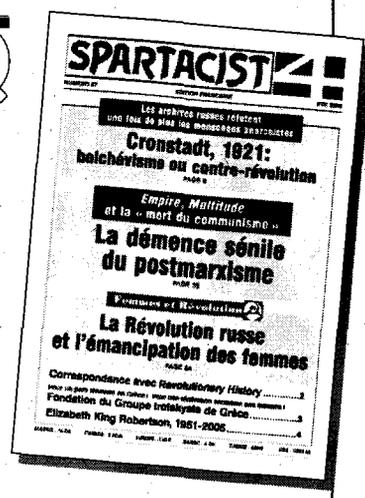
Adresse \_\_\_\_\_ CP \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Chèques à l'ordre de la SEDI

Ecrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A  
Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada



## ONU, troupes françaises hors du Liban ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

# Le Liban et la révolution permanente

*Nous reproduisons ci-après la présentation de notre camarade Alexis Henri lors d'un meeting de la Ligue trotskyste à Paris le 26 octobre dernier.*

\* \* \*

Le Proche-Orient n'en finit pas de saigner en conséquence des machinations impérialistes. L'Irak, victime d'une occupation coloniale sanglante par les impérialistes américains et britanniques, sombre dans la guerre civile. Le journal scientifique médical britannique *The Lancet* parle de plus de 600 000 victimes de cette occupation coloniale. Le peuple palestinien est soumis à un blocus de famine dans les territoires occupés, et pilonné sans arrêt par l'armée sioniste qui a officiellement tué plusieurs centaines de personnes depuis juillet. Et le Liban a été le théâtre d'une opération militaire de grande envergure de l'armée sioniste en juillet-août. Il y a eu plus de mille morts et des milliers de blessés, les infrastructures du pays ont été dévastées.

Il n'y aura de solution au martyre des peuples de la région qu'avec le renversement par des révolutions ouvrières du système capitaliste dans toute la région, de Tel-Aviv à Beyrouth, Damas et Le Caire, ainsi qu'à Washington, Paris et Berlin pour mettre fin à l'interventionnisme criminel des grandes puissances impérialistes. C'est pour cette perspective que nous luttons, et nous cherchons à construire le parti international de la révolution socialiste qui est indispensable à l'accomplissement de cette perspective. Tous ceux qui vendent à ceux qui désespèrent de la situation des raccourcis, ou des pis-aller en attendant, ne sont que des charlatans ou des agents conscients de leur propre bourgeoisie.

Cela fait maintenant deux mois que l'ONU a envoyé une force de plusieurs milliers d'hommes dans le Sud-Liban. Comme nous l'avons expliqué dans le numéro de septembre de notre journal, il s'agissait pour les impérialistes de tirer leur gendarme régional, l'Etat sioniste d'Israël, d'un mauvais pas. L'impérialisme français a débarqué ses chars lourds de dernière génération. Dès le début de la guerre, nous avons mis en garde contre une telle intervention qui a pour but de neutraliser militairement (à défaut de pouvoir désarmer) le Hezbollah dans le Sud-Liban, et d'empêcher son réapprovisionnement en armes. Nous exigeons le **retrait immédiat de toutes les troupes de l'ONU**, y compris les mille soldats chinois qui en font partie, et les troupes françaises qui pour le moment commandent la FINUL (la Force d'interposition des Nations Unies au Liban), et qui ont de plus des troupes supplémentaires indépendantes au large des côtes, au total de l'ordre de 3 500 soldats.

### A bas l'ONU, caverne des brigands impérialistes et de leurs victimes !

Il y avait moins de manifestants dans les rues de Paris lors de la grande manifestation du 30 septembre que le 12 août, c'est-à-dire le week-end du pont du 15 août qui est le plus creux de l'année. Cette faible mobilisation doit être due aux

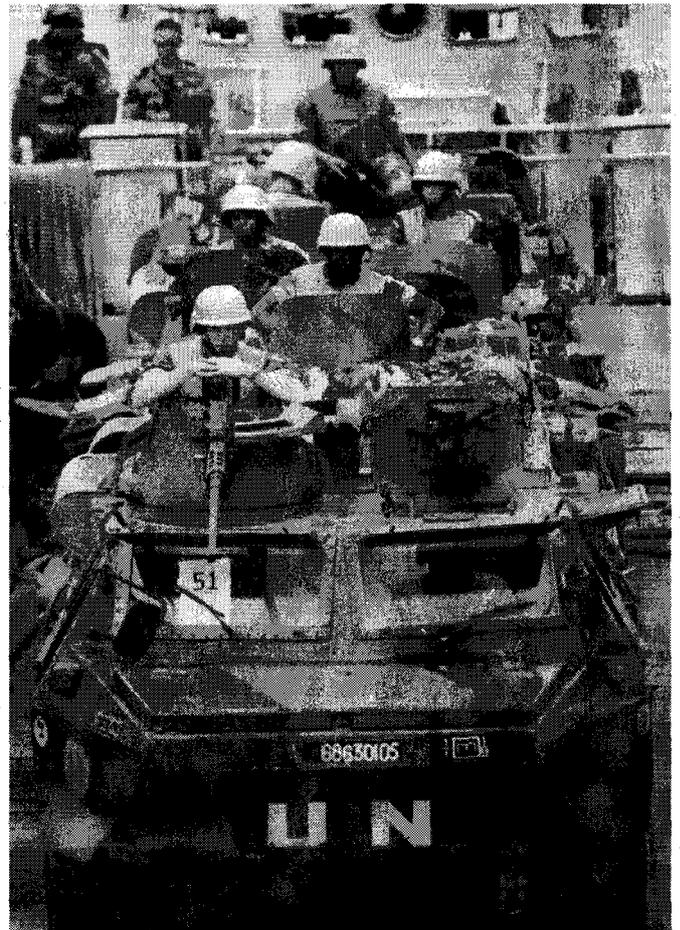
illusions diffuses dans la force de l'ONU comme force d'interposition, officiellement soutenue par le PCF.

Les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU expriment les intérêts des puissances impérialistes, c'est-à-dire les principales puissances capitalistes qui sont en concurrence pour la domination du monde. Au premier rang d'entre elles il y a les USA, mais il y a aussi la France. Nous parlons à propos de l'ONU, et c'est une paraphrase de ce que disait Lénine

## Défense du peuple palestinien !

sur la Société des Nations, le prédécesseur de l'ONU, d'une caverne des brigands impérialistes et de leurs victimes.

L'expert international de la LCR pour le Proche-Orient, le prof Gilbert Achcar, lui, au contraire, déclare encore dans le



Pitarakis/AP

Débarquement des troupes françaises de la FINUL le 19 août au Sud-Liban



Cedarland



AP

A gauche : le 14 mars 2005 à Beyrouth, l'« opposition » mobilisait plus d'un million de personnes, exigeant le retrait des troupes syriennes. A droite : manifestation organisée par le Hezbollah le 8 mars 2005 ; des manifestants portent une photo du président syrien Bachar Al-Assad, et dénoncent l'ingérence américaine au Liban.

dernier numéro de leur revue *Inprecor* (septembre-octobre) : « L'Organisation des Nations Unies, sa Charte en particulier, sont un précieux acquis historique – loin d'être parfaits [sic], certes, mais entre le possible et le souhaitable, il faut les préserver tout en cherchant à les améliorer. » On croit entendre Chirac. L'impérialisme français défend aussi l'ONU parce qu'il a un siège au Conseil de sécurité, au même titre que les USA, alors que sa force économique, et surtout sa force militaire, sont infiniment plus faibles que celles des USA.

Je rappelle que Gilbert Achcar écrivait dans *Inprecor* il y a deux ans (juillet-août 2004) que « les perspectives pour une certaine forme de démocratie en Irak sont réelles, à mon avis, à condition, bien sûr, qu'il soit mis un terme à l'occupation. [...] Les Etats-Unis ont, involontairement, créé les conditions de cette possible démocratisation. » Achcar n'est pas seulement un « expert » à la noix, c'est en fait un idéologue social-démocrate au service de l'impérialisme français. Il se passionne pour la démocratisation des pays capitalistes, il se tourne vers l'ONU, il se tourne vers n'importe quelle force capitaliste parce qu'il s'oppose à la perspective marxiste que seule la classe ouvrière peut en finir avec les méfaits du système capitaliste, en renversant une bonne fois pour toutes ce système.

Le rôle de l'ONU, on l'a vu il y a plus de 50 ans où c'était sous couvert de décision de l'ONU que les impérialistes américano-britanniques ont tué trois millions de personnes pour « refouler le communisme » en Corée. Et aujourd'hui ils menacent à nouveau l'Etat ouvrier déformé nord-coréen. La LCR s'est prononcée pour le désarmement de la Corée du Nord, maquillé en désarmement général. Nous avons au contraire publié un tract immédiatement après l'essai nucléaire nord-coréen pour la défense militaire inconditionnelle de la Corée du Nord, en insistant que la Corée du Nord a besoin d'armes nucléaires, et aussi de missiles balistiques, pour pouvoir dissuader les impérialistes. Nous avons dénoncé dans les termes les plus catégoriques le fait que la bureaucratie stalinienne de Pékin ait permis, et même soutenu, les sanctions de l'ONU contre la Corée du Nord qui représentent un acte de guerre. Non seulement c'est criminel vis-à-vis de l'Etat ouvrier déformé nord-coréen, c'est suicidaire car cela

ne fait que renforcer les menaces militaires impérialistes qui en dernier ressort visent la Chine, le plus grand Etat ouvrier déformé restant. Et cela souligne la nécessité de lutter pour une révolution politique ouvrière chassant la bureaucratie stalinienne à Pékin, Pyongyang, La Havane et Hanoi.

L'Iran est un pays capitaliste arriéré menacé par l'impérialisme, et contre lequel l'ONU pourrait aussi imposer de lourdes sanctions commerciales ; il a aussi besoin d'armes nucléaires. Nous défendons l'Iran contre une attaque impérialiste, y compris si c'est les Israéliens qui interviennent pour le compte des impérialistes. Un soutien militaire ne signifie aucunement accorder un soutien politique au

régime, cela signifie par exemple appeler les travailleurs à ne pas empêcher les livraisons d'armes à destination du pays que nous défendons, à organiser l'aide matérielle à ce pays, mais par contre à empêcher les livraisons d'armes à l'autre côté dont on souhaite la défaite. Nous étions en juillet-août pour la défense militaire du Hezbollah contre Israël, sans accorder aucun soutien politique à cette organisation réactionnaire, parce qu'une victoire israélienne aurait accru l'oppression des masses libanaises, renforcé la main des sionistes contre les Palestiniens et favorisé les desseins des impérialistes dans la région.

### « Révolution du Cèdre »

Quand Rafik Hariri, qui gouvernait le Liban, s'est fait tuer en février 2005, il y a eu des manifestations monstres à Beyrouth. Hariri, un banquier milliardaire issu de la communauté sunnite, ami personnel de Chirac, avait bâti sa fortune et celle de ses copains sur un boom immobilier à Beyrouth, financé avec des capitaux saoudiens et des prêts du FMI obtenus grâce notamment au soutien français. Donc quand il a été descendu il y a eu la soi-disant révolution du Cèdre. Certains ont plutôt parlé de la révolution Gucci. C'était en effet des manifestations d'un type un peu particulier, un correspondant de la BBC y ayant par exemple vu une femme d'un certain âge manifestant avec son domestique sri-lankais et lui disant comment scander des slogans en arabe. Evidemment cela n'a pas empêché les pablistes de la LCR de s'enthousiasmer pour ce mouvement.

A l'époque, les médias ont présenté un Liban unanime se révoltant contre l'occupation étrangère oppressive syrienne, la Syrie étant accusée d'avoir commandité la liquidation de Hariri. La LCR s'est également extasiée sur ces manifestations massives (voir *Rouge*, 7 avril 2005), jusqu'à ce qu'un autre « mouvement de masse », des manifestations aussi grosses, mais pro-syriennes, organisées par le Hezbollah, ne lui succèdent. Nul doute que le régime syrien est totalement oppressif, mais il n'est pas *étranger* au Liban. Le Liban et la Syrie ont une histoire commune depuis des siècles, marquée par le langage, la culture et la composition ethnique. Le Liban n'a aucune base d'existence nationale séparée de la Syrie. Ce n'est pas une nation.

Dans les manifestations de l'été dernier à Paris où beaucoup se promenaient avec de petits drapeaux libanais, on aurait pu croire le contraire. En réalité les dirigeants de pas mal de communautés du Liban n'auraient rien trouvé à redire si Israël avait pu écraser proprement le Hezbollah sans provoquer une marée noire sur ses belles plages et sans remettre en cause, par la destruction massive de quartiers entiers de Beyrouth, l'image de cette ville dans le monde arabe comme un centre financier florissant et sûr pour les investissements. Cette guerre était mauvaise pour les affaires de la bourgeoisie maronite et sunnite.

En réalité ce qu'il y avait derrière les manifestations contre la Syrie, c'était un réalignement de la politique extérieure française, un mariage de raison entre les impérialistes américains et français où les Français cherchent à se réimplanter au Liban et en Syrie, leur protectorat dans l'entre-deux-guerres, et les Américains visaient le Hezbollah et les Syriens, alliés de l'Iran et obstacles aux plans américains de « Grand Moyen-Orient ». Cette « révolution du Cèdre » avait été préparée par la résolution 1559 de l'ONU, parrainée par Bush et Chirac, exigeant le départ des troupes syriennes et le désarmement du Hezbollah. Effectivement les impérialistes, s'appuyant sur cette mobilisation, ont obtenu le départ des troupes syriennes. La prochaine étape était dès ce moment-là inscrite à l'ordre du jour : une attaque israélienne pour écraser le Hezbollah.

### L'impérialisme, stade suprême du capitalisme

En fait le Liban comme entité est une création pure et simple de l'impérialisme français. Pour revenir en arrière, le Liban faisait partie de l'empire ottoman qui était en pleine décrépitude déjà au XIX<sup>e</sup> siècle. C'est l'époque de l'expansion capitaliste et de l'expansion coloniale. Quelques nations, notamment la France et la Grande-Bretagne, jointes par la Russie tsariste, l'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis, se ruent pour se partager le monde. L'Afrique est partagée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, essentiellement entre la France et l'Angleterre. On arrive à l'âge de l'impérialisme, que Lénine a analysé dans son ouvrage classique *L'Impérialisme, stade*



New York Times

Juillet 1958 : manifestation de masse à Bagdad. Des troupes américaines ont été déployées alors au Liban pour intervenir en cas de soulèvement révolutionnaire en Irak.

*suprême du capitalisme.* Lénine décrivait cinq caractères fondamentaux de l'impérialisme :

- « 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. »

Je vous renvoie notamment à l'excellent article du nouveau *Spartacist* qui démolit les « théories » charlatanesques sur la mondialisation qui prétendent qu'on pourrait réformer, humaniser le capitalisme. L'impérialisme est le stade ultime du capitalisme où les forces productives ne croissent plus, mais au contraire des proportions énormes de l'humanité sont jetées dans la misère, où les Etats impérialistes envoient leurs propres troupes (ou un substitut à leur service sous forme de casques bleus de l'ONU) pour assurer l'encaissement des dividendes de leurs investissements à l'étranger. La lutte de plus en plus exacerbée entre les monopoles, et entre les Etats nationaux où ils sont basés, c'est la raison pour laquelle l'impérialisme est l'ère des guerres et des révolutions.

Aujourd'hui les USA ont une telle puissance militaire qu'aucun de leurs rivaux ne peut envisager sérieusement à court terme de monter une coalition pour la remettre en cause. Et pourtant la question est inévitablement posée pour les Etats impérialistes les plus puissants, le Japon et l'Allemagne, qui aspirent à jouer un rôle mondial dominant. L'impérialisme britannique, complètement décrépiti, n'a plus les forces pour avoir une armée indépendante, et du coup il s'est raccroché de façon servile et loyale au militarisme américain.

L'impérialisme français est dans une situation



Indymedia

Mai 2004 : des troupes libanaises sont déployées par Rafik Hariri, alors Premier ministre, contre les manifestants des quartiers ouvriers de Hay al Sellom pendant la grève générale de 24 heures. Les troupes ont ouvert le feu, tuant cinq personnes et en blessant des dizaines.

intermédiaire. Décadent lui-même, il est dans l'obligation absolue d'augmenter le taux de profit chez lui pour dégager les ressources militaires et économiques pour résister à ses rivaux. Cela passe par la destruction de l'Etat-providence, un système coûteux d'avantages sociaux, dont la raison d'être était d'amadouer les travailleurs de peur qu'ils luttent pour une révolution ; avec la destruction de l'URSS et la campagne sur la soi-disant « mort du communisme », les ouvriers ont perdu momentanément l'espoir qu'une alternative au capitalisme est possible et réalisable ; les conditions sont réunies pour que la bourgeoisie s'attaque à l'Etat-providence, mais comme on a pu le voir avec le CPE, elle se heurte à une importante résistance ouvrière.

De plus, l'impérialisme français essaie de louvoyer entre d'une part des alliances avec ses rivaux européens, notamment allemands (c'est l'objet de l'Union européenne, du consortium EADS qui produit les Airbus, du bloc franco-germano-russe contre la guerre en Irak, etc.), et d'autre part rentrer dans les bonnes grâces de l'impérialisme américain ultra-dominant. C'est l'objet par exemple de la poignée de main de Sarkozy avec Bush, et de la magouille sanglante franco-américaine au Liban.

Encore qu'au Liban on a pu voir que l'impérialisme français cherche à défendre ses propres intérêts et sa propre influence. Les négociations franco-américaines ont été tortueuses, et à un moment au courant du mois d'août l'état-major français a opposé son veto à ce que négociait la diplomatie française, parce qu'il était hors de question que l'impérialisme français envoie des troupes pour servir de flics aux Américains et aux Israéliens.

La LCR s'est opposée à la résolution franco-américaine de l'ONU, mais sur une base entièrement compatible avec le chauvinisme bourgeois antiaméricain de l'état-major français. Ils ne s'opposent pas par principe à l'envoi de troupes françaises. Nous avons cité dans *le Bolchévik* le communiqué qu'ils ont publié le 17 août, et qui disait :

« Il n'est pas question que le Liban devienne un nouvel Afghanistan avec l'implantation de contingents militaires issus de l'OTAN, se drapant dans le drapeau de l'ONU pour servir de supplétifs à la guerre menée par les USA. »

Et s'ils ont insisté que la FINUL soit composée de troupes non françaises, c'est parce qu'ils considèrent que l'impérialisme français s'est trop discrédité dans la région en se faisant le petit télégraphiste de Washington.

## Le Liban, création de l'impérialisme français

Pour en revenir à ce que je disais plus tôt, l'empire ottoman ne survécut pas à la Première Guerre mondiale. L'une des raisons de cette guerre était justement le partage entre les impérialistes capitalistes de la dépouille de l'empire ottoman. Les Allemands étant éliminés, ce sont les Français et les Britanniques qui, avec le traité Sykes-Picot de 1916, se sont partagé le Proche-Orient. La Grande-Bretagne a mis la main sur l'Irak, la Jordanie et la Palestine, et la France sur ce qui est aujourd'hui le Liban et la Syrie, où ils avaient déjà été présents auparavant avec des missionnaires et des investissements. Dès 1860 Napoléon III avait envoyé un corps expéditionnaire, soi-disant pour protéger les chrétiens maronites après un massacre commis par les Druzes qui sont une secte issue de l'islam chiite.

Le partage franco-britannique représentait une balkanisation de la région. Des populations qui voulaient être unies



Illustrated London News

Troupes françaises entrant à Damas, en 1920

étaient séparées, et des populations qui voulaient être séparées furent unies par la force, comme en Irak. Il s'agissait de découper la région de façon à y perpétuer les conflits ethniques et religieux.

Le Liban en est un autre exemple frappant. En 1920, cherchant à créer une enclave pro-occidentale au Levant, la France créa une entité qu'elle appela le « Grand Liban », en annexant au Mont Liban des zones musulmanes de Syrie. Dans l'objectif de diviser pour mieux régner, les Français mirent ensemble des musulmans, parmi lesquels le nationalisme arabe était en plein essor, avec la majorité chrétienne. Pour celle-ci les Français alimentèrent le mythe que les chrétiens avaient des origines phéniciennes, et donc un héritage non arabe, et qu'ils devraient donc se tourner vers la France pour leur protection. Ainsi les Français créèrent en connaissance de cause un Etat qui assurerait un tas de conflits intercommunautaires, pour pouvoir justifier leur présence impérialiste « pacificatrice ».

La suite n'est qu'une longue histoire de crimes et de massacres sanglants. On peut citer notamment le bombardement de Damas puis la « pacification » du Djebel druze en 1925, qui firent des milliers de morts. Pendant la Deuxième Guerre mondiale se maintint une armée de plusieurs dizaines de milliers de soldats de l'armée de Vichy. De Gaulle et Pétain partageaient tous les deux du principe de l'importance fondamentale du maintien de l'empire sous la botte de la soldatesque coloniale française. Ils avaient simplement des désaccords sur le jeu d'alliances à pratiquer avec les Allemands et avec les Anglo-Américains.

En 1941 les gaullistes ont envoyé 5 000 soldats dans une opération dirigée par les Britanniques qui a chassé le pouvoir vichyste du Liban et de la Syrie. Il y a eu environ 7 000 morts, sans compter les civils, et c'était des troupes coloniales qui se battaient des deux côtés. De Gaulle a fait de vagues promesses pour l'indépendance, afin de neutraliser la population du Liban et de la Syrie ou de la gagner à ses côtés. Mais, une fois Vichy dehors, la première chose que la « France libre » a faite, c'était des scènes d'agression et de pillage à Damas par ses légionnaires.

Les Britanniques ont soutenu en sous-main les nationalistes pour évincer l'impérialisme français de la région, et de Gaulle a failli en découder avec les Britanniques en 1941 puis en novembre 1943. Le proconsul gaulliste français, le général Catroux, parla en 1943 de Fachoda, une ville du Soudan où en 1898 les colonialistes français et britanniques s'étaient heurtés dans la course pour le partage de l'Afrique. Si de Gaulle n'a pas déclaré la guerre aux Britanniques à propos du Liban, c'est uniquement parce qu'il n'en avait pas les moyens. Fin 1943 les gaullistes ont fait arrêter le gouvernement libanais,

mitraillé les manifestations dans toute la Syrie et maté une grève générale. Les gaullistes n'ont malgré tout pas pu empêcher l'indépendance, mais ils ont réussi dans une large mesure à maintenir la Syrie et le Liban dans l'orbite de l'impérialisme français. Tout cela et plus a été rendu possible grâce au soutien que donnait le PCF aux gaullistes.

Cela montre pourquoï, dans la Deuxième Guerre mondiale, nous étions défaitistes de tous les côtés. Le seul pays que les trotskystes défendaient, et avec acharnement, était l'Union soviétique qui restait un Etat ouvrier issu de la Révolution d'octobre 1917, même s'il avait dégénéré sous Staline. Mais entre la France gaulliste, celle de Vichy, l'Allemagne nazie, la Grande-Bretagne, les USA ou le Japon, la Deuxième Guerre mondiale était une boucherie pour le repartage du monde, tout comme la guerre de 1914-1918.

Sûrement un certain nombre d'entre vous ont vu le film *Indigènes*. Ce film a été financé par la monarchie marocaine, grande amie de Chirac et grande ennemie des travailleurs marocains. Le film cherche superficiellement à émettre sur le racisme dans l'armée gaulliste, mais en réalité c'est un tissu de mensonges pour apprendre aux jeunes des banlieues à chanter *la Marseillaise* et se faire tuer pour la France. Et Jamel Debbouze répète à qui veut l'entendre combien il aime la France. Les troupes coloniales ont été dans l'ensemble recrutées de force. Il est vrai qu'elles ont été aux premiers rangs dans les combats en Italie et en Alsace, mais ce n'est pas elles qui ont vaincu les nazis, c'est l'Armée rouge contre laquelle la Wehrmacht n'a jamais concentré moins de 90% de ses forces. L'objectif des débarquements alliés en France en 1944 était la course à Berlin pour empêcher l'URSS de soviétiser toute l'Europe.

Et si de Gaulle a mobilisé l'armée la plus forte possible, sur la base des troupes coloniales, c'était pour avoir une armée en cas de révolution ouvrière en France, et pouvoir ensuite prétendre au partage du gâteau, c'est-à-dire récupérer ou maintenir son empire colonial, obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, etc. C'est pour *cela* que les forces coloniales se sont fait tuer. Aussi, entre cette armée française et la Wehrmacht allemande, nous n'avons aucun côté. Dès 1945-1946 des milliers de soldats de la même armée, notamment marocains, ont été envoyés en Indochine contre les partisans de Ho Chi Minh.

## La partition de la Palestine, création de l'impérialisme britannique

Du temps de l'empire ottoman le développement du capitalisme était en général trop faible pour homogénéiser des nations dans les différentes parties constitutives de cet empire. Différentes communautés, parlant différentes langues, pratiquant différentes religions, continuaient de stagner l'une à côté de l'autre, entremêlées. Puis c'est l'intrusion de l'impérialisme, avec ses découpages arbitraires dressant les communautés les unes contre les autres, qui a empêché la consolidation d'Etats-nations dans cette région - à part notamment l'Etat sioniste qui a été constitué artificiellement à partir de différentes populations juives parlant entre autres le yiddish, l'arabe, le russe, venues d'Europe et du monde arabe, créant un peuple de langue hébraïque n'ayant pas d'autre identité nationale.

Suite à la montée du nazisme en Allemagne, puis après l'Holocauste pour les survivants, il y eut une intense immigration juive en Palestine, encouragée par les Britanniques. La bourgeoisie britannique est tout aussi antisémite que la bourgeoisie française, mais elle répondit favorablement aux

appels des sionistes à l'établissement d'une « patrie juive » en Palestine, parce qu'elle voyait un moyen de diviser entre Juifs et Arabes pour mieux régner au Proche-Orient. D'où la déclaration Balfour en 1917, où les Britanniques promettaient aux sionistes de leur donner une patrie en Palestine. Les Britanniques et les Français ont été finalement largement chassés du Proche-Orient et remplacés par la domination américaine après la Deuxième Guerre mondiale, et le fiasco de l'aventure franco-britannique contre la nationalisation par Nasser du canal de Suez en 1956.

La création de l'Etat d'Israël après la Deuxième Guerre mondiale, manigancée par l'ONU, et avec le soutien de Staline, devait suivre la même recette que celle qu'ont appliquée les Français au Liban. L'Etat d'Israël a été créé de façon complètement artificielle, en incluant beaucoup plus de territoires que ceux qui étaient occupés à l'époque par la nation de langue hébraïque, de façon à avoir d'un côté, vers la Jordanie, une partie palestinienne à 100% arabe, et de l'autre côté l'Etat d'Israël où les Juifs seraient légèrement majoritaires. Mais les sionistes ont alors chassé d'Israël en 1948 les Palestiniens des terres qui leur avaient été allouées, et ils les ont remplacés par des réfugiés venus d'Europe, ou chassés des pays arabes avec la montée du nationalisme arabe et de l'antisémitisme dans ces pays. Et depuis cette date il y a des camps de réfugiés palestiniens au Liban et dans d'autres pays arabes.

La nation de langue hébraïque a été constituée, comme tant d'autres, par le fer et par le sang, par des déplacements massifs de population. Les trotskystes étaient contre le plan de l'ONU de partition de la Palestine en 1948. Aujourd'hui, en ce qui concerne les territoires occupés, la Cisjordanie et Gaza, ce sont des territoires palestiniens qui sont peu à peu saisis par les sionistes. ***Nous sommes pour le retrait d'Israël et de ses colons des territoires occupés, nous sommes contre le mur et nous défendons le peuple palestinien contre la terreur sioniste.***

Il n'empêche qu'il existe aujourd'hui une nation de langue hébraïque en Palestine et que nous défendons donc son droit d'autodétermination. Mais nous soulignons que ce droit entre en conflit sous le capitalisme avec le même droit des Palestiniens. Nous ne sommes pas non plus pour renverser les termes de l'oppression où ce serait les Juifs qui seraient opprimés, voire chassés ou massacrés, par les Palestiniens. Il n'y a pas de solution sous le capitalisme. Seul le renversement révolutionnaire de tous les régimes bourgeois de la région permettra aux multitudes de peuples de la région de coexister ensemble pacifiquement, dans le cadre d'une fédération socialiste.

Une caractéristique du sionisme c'est qu'il a toujours cherché, non pas à exploiter les Palestiniens, mais à les exclure de l'économie. C'était déjà ainsi dans les *kibboutz* avant la création de l'Etat d'Israël, et cet exclusionisme s'est encore renforcé après les accords d'Oslo de 1993 créant l'Autorité palestinienne. A l'époque nous avons dénoncé ces accords comme une capitulation des nationalistes petits-bourgeois de l'OLP, tout en expliquant que c'était directement un sous-produit de la contre-révolution capitaliste en URSS qui avait ôté toute marge de manœuvre à Arafat. Les Palestiniens des territoires occupés qui avaient un emploi en Israël ont été remplacés par de nouveaux arrivants juifs s'installant en Israël et par des immigrés non juifs venus d'Europe de l'Est et d'ailleurs.

La classe ouvrière en Israël est donc dans son immense majorité composée aujourd'hui de Juifs, d'Arabes israéliens, et d'immigrés non palestiniens. C'est à eux qu'incombe la

tâche de détruire l'Etat sioniste dans une révolution prolétarienne. Vu le chauvinisme sioniste intense dans la classe ouvrière de langue hébraïque, il ne sera pas facile de faire rompre ces travailleurs avec le sionisme qui les lie à leur propre bourgeoisie, mais il n'y a pas de raccourci à cela. Pour faire cela il faudra lutter notamment contre le sionisme libéral de groupes comme Maavak Sozialisti, les camarades israéliens de la Gauche révolutionnaire française sur lesquels nous avons justement un article dans le dernier numéro du *Bolchévik*.

## Le Liban : une théocratie plurielle

Revenons-en au Liban et au système de diviser pour mieux régner mis en place par le colonialisme français. Un accord non écrit, octroyant des privilèges aux maronites, a été passé lors de l'indépendance en 1943 par les colonialistes français et les divers chefs de clan chrétiens et musulmans, selon lequel le président doit toujours être un chrétien maronite, le Premier ministre un musulman sunnite, et le président du Parlement un musulman chiite. Le corps des officiers est basé de façon prédominante sur l'élite maronite, et les chrétiens avaient une majorité de six contre cinq au Parlement.

Cela a été ramené à la parité chrétiens-musulmans en 1989 pour le Parlement, mais sinon ce système est toujours en vigueur. Il était basé sur un recensement datant de 1932, le dernier qui ait eu lieu à ce jour, puisque tout nouveau recensement révélerait que la population musulmane a crû beaucoup plus vite que la population chrétienne. On peut estimer qu'il y a aujourd'hui trois musulmans pour deux chrétiens. La domination chrétienne maronite est en contradiction croissante avec cette évolution démographique.

Le Liban n'a rien d'une démocratie bourgeoise. C'est plutôt une théocratie plurielle dominée par les chrétiens maronites. Pour perpétuer cette domination les maronites refusent la citoyenneté à la plupart des Kurdes musulmans et des réfugiés palestiniens qui vivent au Liban depuis plus de 50 ans. Chacune des 18 communautés religieuses officiellement reconnues peut avoir ses propres partis politiques, ses propres députés, ses propres services sociaux, ses propres écoles avec un système éducatif souvent hostile aux autres communautés, et sa propre législation sur le mariage, l'héritage, et autres questions relatives au statut personnel.

Pour maintenir le caractère clanique des différentes communautés sectaires, le mariage civil est illégal, et les lois relatives au statut personnel des différentes communautés interdisent les mariages interconfessionnels. Les femmes ont obtenu le droit de vote dans les années 1950, mais des pratiques moyenâgeuses comme le mariage arrangé et le mariage forcé ont toujours cours. Les meurtres pour l'honneur sont fréquents, notamment dans les régions rurales du Sud-Liban.

Malheureusement, pour des questions de temps, je ne peux pas ici revenir sur toute l'histoire du Liban, et toutes les tentatives pour remettre en cause cette charte nationale. Je me contenterai de mentionner qu'en 1958 il y eut un soulèvement musulman qui fut réprimé, alors que 15 000 Marines américains débarquaient à Beyrouth pour, si nécessaire, noyer dans le sang une révolution qui couvait en Irak. Nous avons décrit dans un article de *Spartacist* en 2004 la riche histoire de la lutte de classe dans la région, y compris de luttes révolutionnaires. La révolution irakienne de 1958 fut trahie par Moscou, qui donna l'ordre au Parti communiste irakien de confier le pouvoir à un général bourgeois « progressiste » au lieu de lutter pour renverser le système capitaliste. Le résultat fut non pas le « progrès », mais le massacre des communistes et



UPI

Survivants du massacre du « Septembre noir » en 1970, lors duquel 10 000 Palestiniens furent tués par le gouvernement de Jordanie.

l'installation de la dictature baasiste, notamment de Saddam Hussein, pendant près de 40 ans.

## La guerre civile libanaise des années 1970-1980

Pour en revenir au Liban, au début des années 1970, les chiites étaient devenus le plus important groupe religieux communautaire. Dirigés par le Mouvement des déshérités de l'imam Moussa Sadr, ils revendiquaient des changements constitutionnels pour modifier en leur faveur l'équilibre politique et économique. De plus le boom des prix pétroliers de l'OPEP au début des années 1970, auquel participait le Liban en tant que principal centre financier du Proche-Orient arabe, avait accru les disparités entre les riches et les pauvres. Des paysans chiites ainsi que des immigrants de Syrie venaient grossir les bidonvilles de Beyrouth et des autres ports, où ils cherchaient du travail.

Il y avait aussi des révoltes paysannes, et des grèves ouvrières et étudiantes qui ébranlaient dans ses fondations le système communautariste. A cela s'ajoutaient les activistes palestiniens, qui avaient été chassés de Jordanie par le massacre de Septembre noir en 1970 commis par la monarchie jordanienne. Les Palestiniens étaient armés et offraient, notamment au Sud-Liban, une certaine protection contre les tueurs à la solde de la mafia et des propriétaires fonciers.

Début 1975 le Liban était au bord de la guerre civile entre d'un côté les chrétiens maronites, qui faisaient pour la plupart partie des classes privilégiées, et les musulmans libanais et les Palestiniens, qui étaient le plus souvent ceux qui n'avaient rien.

Ce qu'aurait fait un parti marxiste à la tête de ces derniers, cela aurait été de présenter un programme socialiste capable d'attirer aussi les pauvres de la communauté chrétienne, pour les faire rompre avec leur direction maronite et pour une lutte de classe commune. Au lieu de cela la lutte des musulmans libanais et des Palestiniens a été canalisée en direction d'accroître l'influence de l'élite musulmane à l'intérieur du cadre confessionnel traditionnel.

Pour transformer ce début de révolution sociale en bain de sang intercommunautaire, Kamal Joumblatt a joué un rôle crucial. Kamal Joumblatt était le chef héréditaire de la secte druze (aujourd'hui c'est son fils Walid qui est le chef). Il dirigeait aussi le Mouvement national libanais, qui comprenait le Parti communiste libanais (PCL) pro-Moscou, ainsi que la section libanaise du Secrétariat unifié de Krivine/Besancenot,

ainsi qu'une série de groupes nationalistes arabes. La direction de l'OLP palestinienne subordonna ses forces à ce démagogue sectaire, tout comme l'ensemble de la gauche libanaise. Comme les commandos de l'OLP et les Libanais « progressistes » se battaient pour le compte des chefs de clan musulmans traditionnels comme Joublatt, les chefs de clan maronites purent faire jouer la peur ancestrale des chrétiens que les musulmans deviendraient dominants. C'est ainsi que le PCL a perdu toute sa base, qui était significative, dans les zones chrétiennes, tout en gagnant une implantation dans les secteurs musulmans. Le PCL a joué ainsi un rôle déterminant pour saboter la possibilité d'une révolution sociale.

Début 1976 se succédaient les massacres et contre-massacres communautaires, et cela a dégénéré en une guerre intercommunautaire sanglante qui a duré 15 ans. Il y a eu 150 000 morts sur une population de trois millions d'habitants. La gauche internationale continuait à glorifier le camp « palestino-progressiste », mais pour nous dans ce conflit changeant où les différentes factions changeaient de camp constamment pour massacrer leurs alliés d'hier, aucune formation ne méritait un soutien militaire de la part du prolétariat conscient.

Les Israéliens ont ravitaillé les chrétiens, mais c'est essentiellement l'intervention syrienne en juin 1976 qui a sauvé les factions chrétiennes maronites d'extrême droite. La Syrie agissait avec un mandat de la Ligue arabe, et avec le soutien de Washington et de Tel-Aviv. La Syrie n'est pas plus une nation que le Liban ou l'Irak, c'est un mélange hétérogène de différents groupes ethniques, nationaux et religieux potentiellement hostiles les uns aux autres. Il y a des sunnites, des Kurdes, des druzes, etc., dominés par la minorité alaouite des présidents Assad père et fils. Les alaouites sont une secte chiite dissidente. Ils craignaient qu'une partition du Liban selon des lignes sectaires ait des ricochets en Syrie. De plus le régime syrien, qui négociait à travers l'impérialisme américain pour récupérer les hauteurs du Golan occupées par Israël, voulait montrer qu'il était capable de mettre au pas les Pales-



Der Spiegel

Beyrouth réduite à l'état de ruines par la guerre civile au Liban qui a duré 15 ans

teniens au Liban. L'intervention syrienne a fait pencher la balance du côté maronite et a débouché sur le massacre des Palestiniens à Tell-el-Zaatar en 1976.

Avec l'invasion israélienne de 1982, 20 000 Palestiniens et Libanais furent tués par l'armée sioniste, mais cela provoqua d'énormes tensions en Israël, ce qui prouve que la société israélienne n'est pas une masse réactionnaire homogène. C'est bon de le rappeler aujourd'hui car nous rencontrons souvent du scepticisme sur notre perspective de faire exploser de l'intérieur la forteresse sioniste par une révolution ouvrière arabe/hébraïque. En 1982, pendant même le *blitzkrieg* de Sharon, il y eut d'énormes manifestations antiguerre. Dans cette guerre nous étions pour la défense révolutionnaire des commandos palestiniens. Etant donné l'impopularité de la guerre, le fait qu'il y avait un nombre croissant de morts israéliens pouvait enfoncer un coin entre la population de langue hébraïque et les dirigeants sionistes d'Israël. La poursuite des combats pouvait déboucher sur une crise révolutionnaire en Israël. Aussi la décision de la direction de l'OLP de se retirer de Beyrouth, qui avait été négociée avec les impérialistes, était tout particulièrement catastrophique pour les Palestiniens et pour la perspective de révolution sociale dans la région.

Cette guerre du Liban a aussi démolit le mythe de l'unité arabe derrière la cause palestinienne. Pas un seul Etat arabe n'est alors venu à l'aide des Palestiniens assiégés qui faisaient face à la terreur génocidaire de Sharon. On peut le voir avec le massacre jordanien de Septembre noir en 1970, le massacre de Tell-el-Zaatar commandité par le régime syrien: les dirigeants arabes sont tout autant des ennemis impitoyables de l'émancipation nationale palestinienne que les sionistes. Pour eux, la question palestinienne est un prétexte commode pour dévier le mécontentement populaire contre leur propre régime vers une « guerre sainte » contre le sionisme.

Face à la trahison des Etats arabes, la direction de l'OLP s'est tournée vers l'impérialisme américain pour la sauver. Arafat a donné son accord au débarquement de Marines américains et de légionnaires français pour désarmer les combattants palestiniens qui montaient la garde à



sans crédit

Bâtiment détruit après des provocations anti-Kurdes à Kamechliyé dans le Nord-Est de la Syrie, en mars 2004. Le régime syrien a réagi en massacrant des dizaines de Kurdes, qui en Syrie sont environ le dixième de la population. Les Kurdes sont écartelés entre la Syrie, la Turquie, l'Irak et l'Irak. Nous luttons pour une république socialiste d'un Kurdistan unifié, ce qui exige des révolutions ouvrières dans toute la région.

Beyrouth-Ouest, et pour les escorter vers l'exil en Tunisie. C'est cette force impérialiste de « maintien de la paix » qui a détruit l'OLP comme force militaire indépendante au Liban et a pavé la voie au sauvage massacre de 2 000 civils palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila.

### Leçons de la guerre du Liban : la théorie de la révolution permanente

A l'époque de la domination impérialiste, la bourgeoisie dans les pays à développement retardataire comme le Liban est incapable de consolider une nation. Les forces bourgeoises dans le monde colonial, en luttant pour l'hégémonie, peuvent avoir des clashes avec les impérialistes qui ravagent leurs ressources, retardent leur développement économique et créent d'innombrables barrières à l'émancipation nationale. Mais, à cette époque impérialiste, la bourgeoisie coloniale et semi-coloniale ne peut exister que comme intermédiaire pour l'impérialisme. Que ce soient les émirs dans le Golfe ou les bonapartes du Caire et de Damas, les classes dirigeantes du Proche-Orient sont tout aussi dépendantes que les impérialistes de l'arriération et de la balkanisation de leur propre pays. Leurs intérêts sont complètement imbriqués avec ceux de l'impérialisme. Comme l'écrivait Trotsky à propos de la Révolution chinoise de 1927 : « tout ce qui relève la foule opprimée des travailleurs pousse fatalement la bourgeoisie nationale à l'alliance militaire déclarée avec l'impérialisme » (*la Question chinoise dans l'Internationale communiste*).

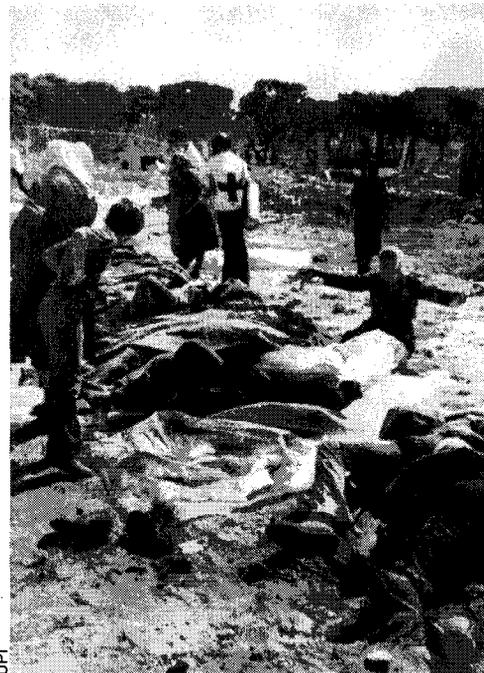
Dans des pays arriérés comme ceux-ci, c'est la théorie de la révolution permanente, développée par Léon Trotsky, qui donne la perspective pour résoudre les questions démocratiques fondamentales que pose le développement inégal et combiné à ces pays. Trotsky écrivait que « la solution véritable et complète de leurs *tâches démocratiques et de libération nationale* ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes » (*Thèse n° 2 sur la révolution permanente*).

Cela veut dire la lutte victorieuse du prolétariat pour le pouvoir d'Etat, à la tête de tous les opprimés. Avec les haines nationales et les conflits intercommunautaires qui agitent historiquement le Proche-Orient, il est illusoire de rêver d'une harmonie intercommunautaire au Liban sous le capitalisme. Si l'on renverse au Liban l'exclusion historique de la population musulmane, cela conduira tout simplement à renverser les termes de l'oppression au détriment des chrétiens. Aucune solution équitable aux conflits nationaux et communautaires n'est possible à moins de lutter pour la dictature du prolétariat en balayant le royaume hachémite de Jordanie et les bonapartistes baasistes sanglants de Syrie, en abattant la structure féodale pourrie du Liban et en démantelant l'Etat sioniste. Cette lutte doit placer le prolétariat révolutionnaire, avec son parti d'avant-garde, à la tête des exploités et des opprimés, et elle ne peut trouver son achèvement que dans une fédération socialiste du Moyen-Orient.

La Révolution russe de 1917 n'a pas seulement accordé le droit d'autodétermination aux nations, y compris avec la création d'Etats indépendants, mais elle a aussi développé toute une série de solutions organisationnelles pour de petits groupements proto-nationaux, même quelquefois de quelques villages, afin qu'ils aient une certaine mesure d'autonomie locale.

La Yougoslavie de Tito était un Etat ouvrier déformé où

Beyrouth-Ouest, 1982 : une femme pleure sur les corps de membres de sa famille dans le camp de réfugiés palestiniens de Sabra. 2 000 Palestiniens ont été massacrés à Sabra et Chatila par les milices maronites dirigées par l'armée israélienne.



l'expérience commune d'avoir chassé les fascistes et d'avoir mis en place une économie collectivisée a mis fin aux pogroms et conflits nationaux meurtriers, ce qui était un acquis historique de la révolution. Mais la politique stalinienne de « socialisme de marché » a inspiré une recrudescence du nationalisme et pavé la voie pour les impérialistes et la contre-révolution.

### Le Hezbollah : une organisation islamiste réactionnaire

Notre perspective prolétarienne révolutionnaire internationaliste signifie pour commencer la nécessité de l'indépendance politique la plus totale vis-à-vis de toutes les organisations capitalistes communautaires. Quand nous avons pris le côté militaire du Hezbollah lors de l'attaque israélienne, nous n'avons pas cessé un seul instant de mettre en garde contre cette organisation islamiste réactionnaire. Nous écrivions dans *le Bolchévik* n° 177 que « l'autorité accrue du Hezbollah représente une menace mortelle pour les femmes, les chrétiens, les Druzes, les sunnites, ainsi que pour les chiites que le Hezbollah considère comme « mécréants » ».

Le Hezbollah a mis en échec l'offensive israélienne, ce qui est une bonne chose, mais l'ampleur de son succès militaire est à relativiser quand on met cela en perspective avec le fait que non seulement il n'a pu empêcher le débarquement de milliers de soldats de l'ONU dans son fief, mais il a même été obligé de l'approuver du bout des lèvres, alors que des navires de guerre impérialistes assurent un embargo militaire sur le réapprovisionnement du Hezbollah.

Par contre il s'agit d'une victoire politique pour le Hezbollah, au Liban et dans l'ensemble du monde arabe. Non seulement il semble que le Hezbollah ait renforcé son emprise sur la communauté chiite, il a également gagné temporairement de l'influence parmi les sunnites, qui ont bien vu le rôle méprisable de leurs propres dirigeants, héritiers de Rafik Hariri, soutenant les pressions impérialistes pour expulser la Syrie et espérant qu'Israël massacrerait le Hezbollah une bonne fois pour toutes. Ils n'ont même pas fait semblant d'envoyer l'armée libanaise faire un baroud d'honneur contre l'attaque israélienne.

Le Hezbollah est un produit de la guerre civile libanaise des années 1975-1990. C'est un exemple chimiquement pur du fait que la montée de l'intégrisme religieux dans le monde musulman est un produit de la faillite du nationalisme bourgeois et de la trahison des stalinien. Les masses chiites, qui sont tout en bas dans l'échelle sociale au Liban, pouvaient voir dans cette guerre civile leurs dirigeants, la milice Amal de Nabih Berri, qui faisait partie du camp «palestino-progressiste», commettre toutes sortes de crimes et d'alliances avec divers bourreaux. Elles pouvaient voir le Parti communiste à la traîne de ces mêmes forces.

Le Hezbollah a profité de ce discrédit. Soutenu financièrement et militairement par le gouvernement islamique iranien de Téhéran, il est parvenu à l'hégémonie dans la communauté chiite en assassinant nombre de dirigeants d'Amal et de militants communistes dans les années 1980.

Le Hezbollah prend modèle sur la société théocratique des mollahs iraniens. Et c'est effectivement ce type de société qu'il a de plus en plus réussi à imposer aux chiites, avec le voile et la réclusion des femmes, etc. Ses programmes sociaux lui permettent d'encadrer la population et d'asseoir son autorité, comme le font toutes les organisations intégristes, les Frères musulmans en Egypte, le Hamas à Gaza, etc. La chaîne de télévision du Hezbollah *al-Manar* a fait scandale il y a un ou deux ans en diffusant une série télévisée aux forts relents antisémites – ce qui a donné un prétexte au gouvernement Chirac d'interdire sa diffusion en France et de se donner à lui-même un faux brevet de lutte contre l'antisémitisme.

Le Hezbollah est sorti renforcé d'abord par le retrait israélien du Sud-Liban en 2000, et ensuite par la dernière guerre. Mais, comme je le disais tout à l'heure, le Liban est une théocratie plurielle. Contrairement à l'Iran, qui est une mosaïque de peuples opprimés par une majorité persane, mais qui est en général chiite, le Liban est en majorité non chiite. Une tentative du Hezbollah pour imposer son propre modèle de société religieuse à l'ensemble des communautés libanaises provoquerait probablement une guerre civile que le Hezbollah ne pourrait aujourd'hui probablement pas gagner. Donc pour le moment il déclare s'intégrer dans le système politique confessionnel libanais au côté des autres groupes religieux.

Les autres partis politiques libanais, qui ne sont pas en mesure de liquider le Hezbollah, même si ce n'est pas l'envie qui leur manque, sont donc obligés de s'en accommoder. En fait le Hezbollah siège tout à fait officiellement dans le gouvernement capitaliste libanais, et il a monté une alliance politique avec le général maronite Aoun, un personnage tout à fait sanguinaire qui a fait parler de lui pendant la guerre civile dans les années 1980. Aoun, qui avait été chassé par les Syriens, est revenu après le départ de ces derniers, et maintenant il est vu comme un partisan des Syriens au Liban. Ainsi va la politique dans ce pays. Et l'impérialisme français non seulement a ses hommes du côté de la famille Hariri, mais Aoun lui-même, qui a passé 15 ans d'exil en France, est retourné l'année dernière au Liban avec la bénédiction du quai d'Orsay. Ainsi va la diplomatie de l'impérialisme français qui entretient des partisans des deux côtés de diverses lignes de clivage qui traversent la société libanaise – des lignes de clivages qui sont elles-mêmes créées et entretenues par la France. *Le Figaro*, un journal très bien introduit dans ces milieux, avait un article le 2 octobre citant un «intellectuel chiite indépendant», Lokman Slim :

«Les autres partis libanais sont finalement contents que le Hezbollah encadre la turbulente communauté chiite. Cela légitime

leur propre contrôle sur leur communauté. Et en traitant avec un concessionnaire agréé chiite, ils évitent de se frotter à la complexité de cette communauté, de devoir parler avec dix interlocuteurs différents.»

*Le Figaro* conclut en disant «Un Hezbollah redouté, donc, mais si utile à tant de monde...» – y compris aux impérialistes français, avec lesquels le Hezbollah cherche instamment un accord.

Tous les groupes intégristes islamiques, qui ne parlent que du règne de Dieu sur terre, sont en fait fondamentalement affectés par leur propre terrain national. Les ayatollahs chiites qui ont pris le pouvoir en Iran en 1979 ont poursuivi l'oppression chauvine grand-perses des Kurdes qui, en Iran, sont eux-mêmes pour la plupart chiites. Y compris en Afghanistan les Talibans s'appuient sur les tribus pachtounes contre les autres ethnies.

Maintenant tout ceci pose la question de ce qu'il faut penser des groupes qui soutiennent le Hezbollah politiquement. Je veux dire par là tout d'abord le Parti communiste libanais. Comme je l'expliquais tout à l'heure, dans les années 1970 le PCL a joué un rôle crucial pour dévoyer la possibilité d'une révolution prolétarienne en assujettissant les masses opprimées palestiniennes et chiites notamment derrière des chefs de clan réactionnaires. Maintenant ils en sont au point de faire des alliances politiques avec le Hezbollah.

L'organisation de Besancenot, le Secrétariat unifié, a un groupe, ou tout au moins des partisans au Liban qui sont derrière le PCL, la cinquième roue du carrosse de Nasrallah et Aoun. La LCR a publié une déclaration de ses camarades là-bas, et nous l'avons citée dans *le Bolchévick*, où ils répandent toute une série de mensonges sur le soi-disant caractère anti-impérialiste et pro-palestinien du Hezbollah. Loin d'être une expression d'anti-impérialisme, la montée de mouvements islamistes de masse reflète le désespoir face à une oppression brutale. Le Hezbollah est tout aussi hostile au peuple palestinien que les autres groupes libanais. Quand le Hezbollah insiste sur le «droit au retour» pour les Palestiniens en Palestine, c'est parce que, comme les autres, il voudrait que les Palestiniens débarrassent le plancher du sol libanais.

*Rouge* du 27 juillet a aussi publié sans commentaire des déclarations de son groupe libanais sur la nécessité de «dépasser le caractère confessionnel pur de la résistance actuelle [...] dans une atmosphère d'entente et de coordination profondes avec la résistance islamique». Ils ont aussi longuement interviewé (*Rouge*, 14 septembre) une certaine Nahla Chahal qui glorifie le Hezbollah comme un «mouvement de théologie de la libération» (pour elle c'est quelque chose de bien) et que «c'est le seul mouvement islamiste qui vienne dans les forums sociaux mondiaux et européens». Que le Hezbollah le fasse, cela dit surtout quelque chose sur le caractère capitaliste de ces forums sociaux.

## Iran 1979: A bas le chah, à bas les mollahs!

Le soutien du PCL au Hezbollah rappelle immanquablement celui du Parti communiste d'Iran, le Toudeh, qui avait aidé à la prise du pouvoir de l'ayatollah Khomeiny. En 1979 l'ensemble de la gauche et de la soi-disant extrême gauche s'était prosterné également devant l'ayatollah Khomeiny. Ils le présentaient comme anti-impérialiste. Lambert, qui dirige le PT [Parti des travailleurs] français, avait un groupe là-bas, et Krivine de la LCR aussi. Ces groupes, tout comme le Toudeh, se sont faits littéralement massacrer après que Kho-

meiny a pris le pouvoir. Nous étions bien seuls à l'époque quand nous nous étions opposés aux mollahs. Nous avons écrit dans notre déclaration de principes internationale :

«La "Révolution iranienne" de 1979 a ouvert une période d'ascendance politique de l'islam dans le monde historiquement musulman : ce développement a contribué à la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, et a en retour été puissamment renforcé par celle-ci. La prise du pouvoir par Khomeiny en Iran, et sa consolidation, ont constitué une défaite semblable à l'écrasement du prolétariat allemand par Hitler en 1933, même si cela s'est accompli à une échelle locale plus restreinte. Avec notre mot d'ordre de "A bas le Shah ! Pas de soutien aux mollahs !" et l'attention que nous avons portée en particulier à la question femmes ("Non au voile !"), nous, tendance spartaciste internationale (TSI) [c'était le nom de notre organisation internationale à l'époque], nous sommes trouvés en totale opposition à la capitulation du reste de la gauche devant la réaction dirigée par les mollahs.»

La lutte contre la réaction islamiste, et la lutte pour défendre l'Union soviétique, ont eu un point culminant en Afghanistan avec le soulèvement dirigé par des mollahs, et financé et armé par Washington et le régime obscurantiste wahhabite d'Arabie saoudite, en 1979. Si Washington le soutenait c'est parce qu'il voyait une opportunité pour faire tuer le plus grand nombre possible de soldats soviétiques. Nous avons à l'époque salué l'Armée rouge en Afghanistan, et nous avons demandé l'extension des acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans.

Nous avons mis en garde dès le début contre le fait que la bureaucratie stalinienne de Moscou risquait de trahir les peuples afghans en retirant l'Armée rouge, au nom de la poursuite de la coexistence pacifique avec l'impérialisme. C'est ce qui s'est produit finalement en 1989, et le recul entamé à Kaboul s'est terminé dans les rues de Moscou en 1991 avec la prise du pouvoir par Eltsine qui a ensuite détruit l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et restauré le capitalisme. Nous avons lutté pour une révolution politique ouvrière, pour que les ouvriers soviétiques balaient les barricades d'Eltsine. Nous avons perdu, nos opposants ont gagné, qui ont soutenu l'établissement de la «démocratie», c'est-à-dire du capitalisme, en Russie. Maintenant l'URSS est détruite, et les impérialistes se retrouvent avec les Ben Laden, qui sont littéralement leur monstre de Frankenstein.

## A bas la campagne raciste «antiterroriste» !

De l'Afghanistan à l'Irak et au Liban, les interventions des impérialistes et d'Israël sèment la terreur et la désolation. Nous luttons pour le retrait des troupes françaises du Liban, d'Afghanistan, et aussi des Balkans, d'Afrique et d'ailleurs. Les impérialistes, sous couvert de «lutte contre le terrorisme», renforcent «chez eux» l'appareil policier, qui au premier abord est tourné contre les jeunes des banlieues, mais plus largement vise l'ensemble de la classe ouvrière.

Le 17 octobre cette année, c'était le 45<sup>e</sup> anniversaire du massacre de plusieurs centaines d'Algériens à Paris. Cette année *le Monde*, qui n'est-ce pas a plus ou moins une réputation de gauche, titrait son édition du 17 octobre non pas sur la terreur policière contre les Algériens, mais sur la terreur des jeunes contre la police dans les banlieues. Prenez d'ailleurs *l'Humanité* de la veille, c'est pareil. Que le gouvernement du capitalisme français et sa presse puissent faire des campagnes aussi monstrueuses est dû notamment à la complicité avec Sarkozy/Villepin des bureaucrates syndicaux et des réformistes il y a un an pendant la révolte des banlieues. Le soutien des partis ouvriers réformistes à la politique extérieure de

l'impérialisme français, du vote des pouvoirs spéciaux pour la guerre d'Algérie en 1956 à l'envoi de troupes aujourd'hui au Liban, trouve son pendant en France même dans leur refus de mobiliser la classe ouvrière contre les campagnes racistes visant les «Arabes» entre guillemets ici.

C'est la question du racisme, notamment contre les jeunes des banlieues, les enfants et petits-enfants des esclaves coloniaux de la France, qui déjà domine la campagne électorale. Les réformistes, du PS à LO, dans le meilleur des cas se mobilisent un peu pour les sans-papiers, mais face à la terreur quotidienne dans les banlieues ils n'offrent pas d'autre recette que plus de police, «de proximité» bien sûr.

Lénine a développé une explication marxiste du phénomène de l'impérialisme en même temps qu'il développait une explication marxiste du réformisme à l'intérieur du mouvement ouvrier. En effet avec le développement de l'impérialisme, la bourgeoisie fait des surprofits en exportant ses capitaux financiers, ce qui lui permet de redonner une petite part à une mince couche de travailleurs privilégiés, pour leur faire croire qu'ils ont un intérêt objectif dans le maintien du système capitaliste. C'est sur cette couche que se basent la bureaucratie syndicale et les partis ouvriers réformistes, du PS à Lutte ouvrière. D'où découle leur politique de collaboration de classes, basée sur les travailleurs français blancs et enchaînant ces derniers à leur propre bourgeoisie par le mécanisme du «front populaire» avec des partis bourgeois «de gauche». En se basant sur une lettre d'Engels à propos du soutien dans la classe ouvrière anglaise à la politique coloniale, Lénine résume ainsi :

«Voilà donc, nettement indiquées, les causes et les conséquences. Les causes : 1) l'exploitation du monde par l'Angleterre ; 2) son monopole sur le marché mondial ; 3) son monopole colonial. Les conséquences : 1) l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais ; 2) une partie de ce prolétariat se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient. [...] Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, l'impérialisme est devenu le système prédominant.»

Cela montre toute l'absurdité des théories républicaines de groupes petits-bourgeois comme le Mouvement des Indigènes de la République : on ne peut «décoloniser la République», comme ils disent, sans lutter pour son renversement révolutionnaire par le prolétariat.

L'impérialisme français est très conscient de ce qu'il fait. Il a une longue mémoire, il paie des journalistes et des propagandistes pour réécrire sa propre histoire sanglante, celle du colonialisme français. C'est notre rôle de rétablir la vérité, et de tirer les leçons de la lutte de la classe ouvrière et des opprimés pour leur libération. L'histoire coloniale de la France, du Liban à l'Algérie, au génocide du Rwanda en 1994, et aujourd'hui encore les Antilles, la Nouvelle-Calédonie ou la Réunion, montre que le racisme est inhérent au système capitaliste. La situation peut paraître sombre, au Liban ou ici avec la soi-disant alternative qui se profile, entre voter pour Sarkozy et voter pour Royal (ce pour quoi Lutte ouvrière vient d'ailleurs de se prononcer). Pourtant l'utopisme n'est pas de lutter pour la révolution ouvrière, mais de faire croire qu'il y a un raccourci permettant de rendre le capitalisme moins horrible. On n'en finira avec le racisme et avec l'oppression des peuples du tiers-monde qu'en luttant pour renverser le capitalisme ici même et internationalement. C'est la perspective à laquelle nous voulons vous gagner. Merci. ■

## Campagne sécuritaire...

Suite de la page 1

sûr, mais mineure » de leur part – voir notre article sur LO page 7.) Cette trahison, et le refus de la bureaucratie syndicale de mobiliser sa base au côté des jeunes de banlieue, a encouragé l'Etat à poursuivre sa répression raciste. Nous écrivions (*le Bolchévik* n°174, décembre 2005) :

« L'oppression raciste et la stigmatisation des jeunes des banlieues par la bourgeoisie visent à diviser la classe ouvrière et à l'affaiblir dans son ensemble, à un moment où le gouvernement redouble les attaques et les mesures de répression contre le prolétariat en général. Une attaque contre un est une attaque contre tous ! »

Les 72 bagagistes de l'aéroport de Roissy sont visés aujourd'hui comme des « terroristes » potentiels pour les mêmes raisons – pour essayer de diviser selon des lignes raciales et affaiblir la puissance potentielle des 80 000 travailleurs de l'aéroport. Pas un seul des 72 bagagistes qui se sont vu retirer leur badge n'a jamais été accusé ou condamné pour aucun crime. D'après le sous-préfet Jacques Lebrot, on leur a retiré leur badge (qui donne accès à la zone réservée de l'aéroport où travaillent 60 000 personnes) sur la base qu'ils représentaient un risque potentiel pour les passagers. Il a déclaré qu'ils « sont liés à des mouvances fondamentalistes à visée terroriste » qui rejettent « la France et nos valeurs ». « Pour nous, quelqu'un qui va passer des vacances plusieurs fois au Pakistan, cela nous pose des questions », a déclaré Lebrot (*le Monde*, 21 octobre) ; Lebrot a retiré son badge à un travailleur qui avait participé avec son père à un voyage organisé Fram, « circuit au pays des maharajas », qui l'avait emmené au Pakistan, en Inde et au Bangladesh. Lebrot n'a pas fourni la moindre preuve pour étayer ses déclarations, et en fait il a exigé que ce soit les bagagistes persécutés qui fournissent la preuve qu'ils ne présentent aucun risque pour les passagers !

**Cette attaque n'a rien à voir avec la lutte contre le « terrorisme » (les principaux architectes du terrorisme sont à l'Elysée et dans les ministères), ni avec la « protection » de la population ; mais elle a tout à voir avec l'arsenal croissant à la disposition de l'Etat pour écraser toute opposition et détruire les libertés.** Nous nous opposons à la campagne d'« unité nationale » contre le terrorisme qui a pour but de renforcer l'Etat capitaliste raciste français.

Sarkozy a salué la chasse aux sorcières en déclarant : « Moi, je ne peux pas accepter que des gens qui ont une pratique radicale travaillent sur une plateforme aéroportuaire » (*le Monde*, 21 octobre). Il fait ainsi l'amalgame entre « terroristes » et travailleurs ordinaires qui se défendent ainsi que leurs collègues, et qui se battent pour la sécurité contre les patrons assoiffés de profits sur l'aéroport. Ce n'est pas un hasard que parmi les 72 de Roissy il y a des militants syndicaux qui, face à des conditions de travail qui se détériorent, se syndiquent et revendiquent. Didier Frassin, le secrétaire de l'union locale CGT de Roissy, disait, en parlant de l'intérêt croissant pour les syndicats manifesté par de nombreux jeunes recrutés dans les banlieues voisines : « Leur arrivée a contribué à renouveler le syndicat, qui ne cesse de progresser. Les directions ne s'y attendaient probablement pas. » Un autre délégué CGT chez Air France, Moustafa, ajoutait : « Ils nous ont embauchés, on s'est retrouvés délégués. On dénonce les conditions de travail, on milite, alors ils veulent nous briser en retirant les badges » (*l'Humanité*, 27 octobre).

Exactement. Ce que craint la bourgeoisie, c'est la force croissante de la classe ouvrière organisée multiethnique de l'aéroport ; c'est cela qui est derrière cette chasse aux sor-

cières. La bourgeoisie et les travailleurs ont des intérêts fondamentalement opposés et antagoniques. Le capitalisme est basé sur l'exploitation des travailleurs par les capitalistes. Il est impossible de le faire fonctionner dans l'intérêt des travailleurs ; il n'est pas réformable. Les groupes, comme LO, la LCR, le PCF, qui offrent des recettes sur comment mieux administrer le capitalisme, le rendre plus démocratique, plus social, etc., répandent le même mensonge que Jean Jaurès il y a 100 ans. Aujourd'hui comme alors, cela ne sert qu'à lier la classe ouvrière au système capitaliste de profit basé sur l'esclavage salarié et l'oppression raciste. Nous luttons pour mobiliser la classe ouvrière, indépendamment de l'ennemi de classe, des organes de celui-ci et de ses partis, pour balayer le système capitaliste par une révolution socialiste. Elle brisera et détruira l'Etat capitaliste et établira à la place un Etat ouvrier basé sur une économie collectivisée et planifiée suivant les besoins. Dans ce but, nous luttons pour construire un parti comme le parti bolchévique, pour pouvoir diriger les travailleurs à la victoire. **A bas la chasse aux sorcières raciste ! Il faut mobiliser la classe ouvrière en défense des 72 de Roissy ! Pour leur réintégration immédiate dans leur poste de travail !**

## Vigipirate vise les travailleurs et les minorités

L'attaque contre les 72 bagagistes n'est que la dernière en date d'une longue liste à Roissy. Depuis 2004, d'après la CFDT, 3 585 travailleurs se sont vu retirer leur badge, ce qui veut dire presque automatiquement la perte de leur emploi. Le but de ces attaques, c'est de garder ces travailleurs, qui représentent la plus importante concentration de travailleurs de toute couleur de peau dans ce pays, fermement à la merci des patrons, en leur inculquant la crainte que quiconque résiste sera le prochain licencié. Il y a un an Lebrot avait agité Vigipirate rouge « pour rétablir l'ordre public » et forcer les bagagistes en grève de chez CBS à reprendre le travail sous la menace de six mois de prison (*le Nouvel Observateur*, 6 octobre 2005). Il avait déclaré à l'époque que leur grève accroissait la probabilité d'une attaque terroriste.

La bourgeoisie française, et ses porte-parole de droite comme de gauche, se félicitent souvent, notamment depuis que George Bush est à la Maison Blanche, que, contrairement à leurs homologues américains, ils règnent de façon juste, sociale, et égalitaire. En fait ils mettent en œuvre leur propre « guerre contre le terrorisme » avec Vigipirate depuis 1991 à l'époque de la première guerre du Golfe. Lorsque Mitterrand avait envoyé des dizaines de milliers de troupes impérialistes françaises pour combattre les Irakiens au côté des USA et de la Grande-Bretagne, les jeunes issus de l'immigration maghrébine en particulier s'étaient largement opposés à cette guerre meurtrière. Le gouvernement avait réagi en lançant Vigipirate ; il s'agissait d'attiser un climat de peur et d'insécurité en visant les jeunes qui menaçaient les sacro-saintes « valeurs républicaines » et qui manifestaient de la sympathie pour les peuples d'Irak. Des bandes de flics et de soldats en armes patrouillaient dans les gares pour empêcher physiquement les jeunes de prendre part aux manifestations dans le centre de Paris.

Dès cette époque la LTF avait protesté contre Vigipirate, et expliqué que ce plan était une arme de l'Etat capitaliste pour viser dans un premier temps des personnes ayant des attaches musulmanes, pour pouvoir ensuite réprimer la classe ouvrière dans son entier. Lutte ouvrière au contraire maintient depuis 15 ans un silence complice sur Vigipirate. Maintenant LO se

lamente que le métier de bagagiste soit « sur le point d'être interdit aux musulmans » (*Lutte ouvrière*, 3 novembre), mais leur refus constant de s'opposer à Vigipirate est le genre de capitulation à la campagne « antiterroriste » qui a pavé la voie à l'attaque actuelle à Roissy.

Dix ans après la première guerre du Golfe, avec le 11 septembre 2001, les dirigeants français ont eu de nouveaux prétextes pour accroître les pouvoirs de la police. Comme le souligne une déclaration intersyndicale à Roissy : « L'Etat et les directions d'entreprises se sont servis du 11 septembre 2001 pour revenir sur les droits et les libertés individuelles des salariés travaillant en zone réservée » (« Nous sommes tous concernés », 27 novembre). Un syndicaliste SUD faisait remarquer : « Depuis [le 11-Septembre], on a créé un Patriot Act sur l'aéroport » (*Libération*, 10 novembre) ; il faisait référence à la loi « antiterroriste » aux USA introduite à la suite de l'attaque criminelle contre le World Trade Center et de l'attaque contre le Pentagone. Didier Frassin, de la CGT, disait la même chose lors d'une récente interview où il souligne l'impact de la loi sur la sécurité quotidienne (LSQ), introduite tout juste un mois après le 11-Septembre, et qui « facilite l'attitude du préfet de Seine-Saint-Denis et mène à des aberrations » (*l'Humanité Dimanche*, 23-29 novembre).

### **Buffet Royal en 2007 : c'est les ouvriers et les jeunes des banlieues qui vont déguster !**

Le nombre de travailleurs de l'aéroport concernés parle pour lui-même : ce ne sont pas là des « aberrations ». Pour les patrons et leur Etat, la règle c'est l'intimidation et la répression. Peut-être que Frassin est un peu mal à l'aise parce que cette LSQ avait été introduite par le gouvernement Jospin-Buffet-Royal de « gauche plurielle » qui, comme tous les gouvernements capitalistes dans le monde, avait cherché à tirer parti de l'hystérie antiterroriste après le 11-Septembre pour serrer la vis à l'ensemble de la population. Mais les bureaucrates syndicaux, au nom de l'« unité nationale » et de la loyauté envers leur gouvernement de front populaire, avaient laissé voter cette loi sans protester.

Le passage de la LSQ sous Jospin n'est qu'un exemple de comment un gouvernement de front populaire paralyse les luttes ouvrières. Nous nous opposons inconditionnellement et par avance à tout vote et tout soutien, au premier ou au deuxième tour, à une telle alliance qui va du PS et du PC à des bourgeois soi-disant de gauche comme les Verts, les chevémentistes, etc. Ce n'est pas le cas des organisations réformistes, qui se préparent à dire à la classe ouvrière de voter au deuxième tour pour la candidate du front populaire, Ségolène Royal, comme un « moindre mal » (pour LO, voir notre article page 7). La LCR monte en épingle son refus de participer à un gouvernement avec Royal, en opposition au PCF. Mais c'est pour dissimuler qu'ils s'approprient tout comme le PCF à voter Royal : cette organisation qui, ces 32 dernières années, a toujours voté pour le candidat du front populaire au deuxième tour des présidentielles (sauf en 2002 où ils ont voté Chirac), a cyniquement déclaré (voir *Rouge*, 16 novembre) :

« Puisqu'il faut être le plus clair possible, nous rappelons qu'il n'y a, chez nous, aucune tentation de renvoyer gauche et droite dos à dos. Virer la droite en 2007 est pour nous une mesure de salubrité publique. »

La stratégie des réformistes se limite à essayer de faire pression sur la bourgeoisie pour qu'elle fasse quelques concessions, qui peuvent être octroyées aujourd'hui mais reprises demain. Si le front populaire revient au pouvoir, il

continuera, tout comme le gouvernement Jospin-Buffet avant lui, d'administrer l'Etat capitaliste raciste français et à protéger les intérêts des entreprises françaises contre leurs rivales étrangères, tout cela sur le dos des travailleurs.

### **A bas la « guerre contre le terrorisme » de la bourgeoisie !**

Avant de donner le badge nécessaire pour travailler dans la zone réservée de Roissy, les flics épiluchent maintenant cinq différentes bases de données. Si l'on y figure pour un excès de vitesse, une soirée bruyante ayant abouti à un dépôt de plainte d'un voisin, le fait de ne pas avoir payé à temps sa redevance télé ou ses impôts, même sans avoir été condamné, on ne se fait pas embaucher, ou on perd son badge lors d'un contrôle périodique. Les patrons utilisent aussi ces données pour s'immiscer dans la vie privée des travailleurs et pour imposer leur ordre moral bourgeois, comme le condamne à juste titre la déclaration intersyndicale du 27 novembre. Il y a le cas particulièrement scandaleux d'un steward homosexuel qui avait été appréhendé au Bois de Boulogne avec un prostitué, et qui a dû signifier au préfet et aux autorités aéroportuaires qu'il acceptait de voir un psychiatre et de faire un « travail sur lui-même » pour garder son emploi. **Tous les travailleurs visés par les lois sécuritaires répressives de Jospin et Sarkozy doivent être réintégrés immédiatement ! A bas la croisade d'ordre moral de l'Etat !**

Ce sont ceux qui administrent le système capitaliste qui perpètrent la terreur de masse et des massacres barbares, aveugles et prémédités à une échelle gigantesque. Les crimes contre l'humanité qui sont synonymes de l'impérialisme français – des massacres pendant la guerre d'Indochine à la torture en Algérie et au génocide du Rwanda – sont la marque de fabrique du capitalisme dans son agonie. Et de même les attaques des CRS contre les travailleurs en grève et les jeunes qui protestent, ainsi que les attaques contre les salaires et les conditions de travail des ouvriers, la terreur des flics et la pauvreté dans les banlieues.

Ce n'est certainement pas la première fois, ni la dernière, qu'un secteur de la classe ouvrière se fait traiter de « terroriste ». Pendant la guerre d'Algérie, sous des gouvernements de gauche comme de droite, de semblables croisades étaient monnaie courante contre la classe ouvrière multithnique, notamment dans les grandes usines automobiles. Les travailleurs de Roissy sont visés parce que l'aéroport est stratégique pour le capitalisme français, au niveau économique et au niveau militaire, et que les patrons et leurs gouvernements comprennent très bien que ces milliers de travailleurs, avec leurs syndicats, peuvent déployer une énorme puissance sociale pour défendre leurs droits et lutter contre l'oppression.

Les capitalistes savent aussi que si les travailleurs font preuve de résistance et de solidarité de classe, cela peut devenir l'étincelle pour une lutte plus large dans le pays, notamment là où il y a encore de grandes concentrations multithniques de travailleurs, comme dans les usines automobiles et les fabricants de pièces détachées, mais aussi dans le secteur public où des centaines de milliers d'emplois sont menacés de privatisation. A la SNCF et la Poste les patrons démantèlent les services publics en créant des unités séparées plus petites, comme Chronopost qui a une base à Roissy, afin de paver la voie à la privatisation et d'obliger les ouvriers à travailler encore plus pour un salaire plus faible. Le prochain gouvernement essaiera à nouveau d'utiliser Vigipirate, cette fois-ci contre les cheminots luttant pour défendre leurs acquis.

Le niveau de pauvreté et d'oppression raciste a considérablement augmenté, ici et dans le monde, suite à la contre-révolution capitaliste qui a eu lieu dans l'ex-Union soviétique il y a 15 ans. Cette défaite historique pour le prolétariat mondial a encouragé les impérialistes à multiplier les maraudages néocoloniaux à l'étranger et accroître l'exploitation ici. Les capitalistes d'Europe de l'Ouest, agitant le mensonge de la « mort du communisme », pensent qu'ils ont maintenant les coudées franches pour détruire les acquis de la classe ouvrière, notamment les réformes de l'« Etat-providence ». Celles-ci avaient été introduites pour essayer d'endiguer le spectre du communisme après la Deuxième Guerre mondiale, face à une classe ouvrière combative qui voulait sa vengeance du bain de sang qu'elle avait subi, et à une époque où l'autorité de l'Union soviétique avait grandi du fait qu'elle avait vaincu les nazis de Hitler. La LTF, section de la Ligue communiste internationale, a mobilisé toutes ses forces pour combattre la restauration capitaliste dans l'ex-Union soviétique, et nous continuons aujourd'hui à lutter contre les tentatives des impérialistes de restaurer le capitalisme dans les Etats ouvriers déformés restants, Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord (voir notre article page 9) et surtout la Chine.

L'effondrement de l'Union soviétique a mené à une forte augmentation de la concurrence internationale entre les puissances impérialistes. Celles-ci, pour maintenir et accroître leur taux de profit, ce qui est indispensable dans la lutte contre leurs rivales, ont toutes sortes de méthodes, notamment d'avoir une « main-d'œuvre plus flexible » avec des plans comme le contrat nouvelle embauche ou le défunt CPE. En France notamment, le démantèlement de l'Etat-providence est considéré comme une nécessité d'airain pour l'impérialisme français, qui est bien plus faible que ses rivaux américain et même allemand.

### **Pour une lutte de classe contre les nouvelles attaques !**

Dix sociétés seulement emploient 60 % de tous les travailleurs de l'aéroport de Roissy. Le reste travaille dans 700 entreprises sous-traitantes, où les conditions de travail sont souvent encore plus atroces. « Les jeunes des cités alentour ont été embauchés, mais il faut voir dans quelles conditions ! [...] On les appelle les "dos cassés" », rapporte Didier Frassin de la CGT. Un travailleur déclare : « C'est Spartacus. Je travaille de nuit, je vois à peine ma famille. Et on nous dit que les jeunes ne veulent pas bosser ! » (*L'Humanité*, 27 octobre) Beaucoup de jeunes travailleurs, même quand ils sont finalement embauchés en CDI, ont souvent seulement un temps partiel ; les patrons ne veulent pas payer trop de charges sociales, et ils essaient ainsi de réduire la cohésion et la force des travailleurs. Ces derniers sont obligés de prendre un deuxième emploi pour survivre, ou de faire d'interminables heures supplémentaires. La sous-traitance a pour but de diviser la classe ouvrière, d'affaiblir les syndicats et d'empêcher des grèves unies sur l'ensemble de la plateforme. Mais les travailleurs ont leurs propres armes pour riposter : leurs intérêts de classe communs et leur solidarité dans la lutte. Ensemble, ils représentent une puissance formidable.

La confiance des bureaucrates syndicaux dans la « justice » bourgeoise ne sert qu'à démobiliser la lutte : lors d'une réunion intersyndicale appelée pour discuter des actions à prendre en défense des bagagistes, un dirigeant de la CFDT a argumenté contre une grève, et même contre une protestation immédiate, disant qu'il fallait plutôt « attend[re] de voir ce que dit la justice », plusieurs plaintes ayant été dépo-

sées contre le retrait des badges. Nous n'excluons pas de faire usage de toutes les possibilités judiciaires pour défendre ces travailleurs, mais nous n'avons pas la moindre confiance dans le système d'injustice capitaliste. Nous nous tournons au contraire vers la puissance des milliers de travailleurs unis dans la lutte. Une grève solide à Roissy en défense des bagagistes ferait rapidement réfléchir les patrons, leur préfet et leurs juges pour trouver une « solution ». On a pu avoir un avant-goût de cette puissance sociale récemment avec le CPE, où c'est la mobilisation des syndicats avec les étudiants qui a battu le gouvernement.

L'Etat n'est pas au service de la société dans son ensemble. Les exploités et les opprimés ne peuvent pas l'utiliser pour qu'il serve leurs propres intérêts. C'est une machine d'oppression de la classe ouvrière par la classe capitaliste, une machine répressive faite de soldats, de flics, de tribunaux et de prisons qui ont tous pour raison d'être de défendre la domination de classe et les profits des capitalistes contre les travailleurs. Nous disons : **Flics, gardiens de prison, vigiles et agents de sécurité, hors des syndicats !** La raison d'être de l'Etat c'est d'empêcher ceux qui produisent les richesses de cette société, la classe ouvrière, d'en prendre le contrôle, et de maintenir au contraire les exploités bourgeois au pouvoir. Il ne peut pas y avoir de véritable justice pour les travailleurs dans les tribunaux capitalistes. C'est ce système qui, il y a un an, a enfermé des centaines de jeunes des banlieues et qui leur a fait un casier judiciaire qui peut les consigner à un avenir de chômage. Les travailleurs doivent renverser l'Etat bourgeois et exercer leur propre domination de classe contre la résistance des capitalistes, en établissant, comme les ouvriers russes en 1917, un **Etat ouvrier**, la dictature du prolétariat.

### **Il faut rompre avec les dirigeants syndicaux traîtres !**

Un exemple approprié de lutte de classe, c'est la grève d'Air France en octobre 1993 : les travailleurs ont occupé les pistes et fait grève contre le plan Attali de licenciement de 4 000 travailleurs. Le gouvernement Mitterrand-Balladur a rapidement cédé aux revendications des travailleurs de jeter ce plan à la poubelle. Il n'a pas seulement reculé parce qu'Air France perdait l'équivalent de 10 millions d'euros par jour et parce que les transporteurs étrangers menaçaient de poursuivre en justice Aéroports de Paris ; il a cédé surtout parce qu'il craignait que la grève ne s'étende à d'autres travailleurs du secteur public qui étaient aussi l'objet de suppressions d'emplois. C'est Jospin et son ministre PCF des Transports Gayssot, avec l'aide des bureaucrates syndicaux, qui a partiellement privatisé Air France cinq ans plus tard, en 1999, ouvrant la voie à la privatisation complète en 2004.

Un autre exemple de puissante mobilisation de la classe ouvrière multiethnique en lutte pour défendre ses emplois, c'était sur l'aéroport de Heathrow à Londres en 2005. Le personnel de British Airways (BA) a fait grève en défense de 6 700 travailleurs, essentiellement des femmes originaires du sous-continent indien, licenciés par Gate Gourmet, une société de *catering* (préparation des repas). La grève a paralysé BA et a pratiquement stoppé toute l'activité de l'un des plus grands aéroports du monde. Elle a coûté plus de 70 millions d'euros à BA, stoppé pratiquement toute sa flotte dans le monde, et semé la pagaille dans les activités de BA pendant près d'une semaine. Comme l'écrivaient nos camarades britanniques : « Ce qu'il y a d'autant plus impressionnant avec cette grève, c'est qu'elle a été entreprise en dépit des lois antisyndicales qui interdisent les grèves de solidarité avec des travailleurs

d'autres entreprises, et qu'elle a été lancée en pleine hystérie "antiterroriste" du gouvernement, attisée suite aux bombardements terroristes criminels du 7 juillet » à Londres (*Workers Vanguard*, 2 septembre 2005). Les travailleurs de l'aéroport ont fait cette action sachant que leurs propres emplois pouvaient être les suivants, mais ils reconnaissaient que leurs intérêts et ceux de ces travailleurs du *catering*, surtout des femmes asiatiques, étaient les mêmes.

L'aéroport étant pratiquement arrêté et BA perdant des millions de livres, la direction syndicale a répudié les grèves en les déclarant « illégales », et les travailleurs ont repris le travail. Une fois que BA et l'aéroport avaient repris, la direction syndicale a accepté de négocier dans une position de faiblesse. Finalement certains travailleurs licenciés ont été repris, et quelques autres ont reçu des indemnités de licenciement plus élevées, mais beaucoup de travailleurs combattifs sont restés sur le carreau du fait du rôle de la bureaucratie syndicale. La grève de Heathrow, tout comme la grève d'Air France de 1993, montre que pour vaincre les attaques des capitalistes, il faut aussi une bataille contre la politique pro-capitaliste de la bureaucratie syndicale. Ces dirigeants traîtres cherchent en permanence à enrayer les luttes ouvrières et cherchent des « accords de partenariat », parce qu'au fond ils partagent les mêmes intérêts et les mêmes préoccupations que leur propre bourgeoisie : ils veulent que leurs « propres » capitalistes soient plus « compétitifs » que leurs rivaux étrangers.

De même que nous nous opposons à la collaboration de classes au gouvernement, nous luttons aussi contre les plans de « partenariat social » et de « dialogue social » prônés par les bureaucrates syndicaux, qui répandent le mensonge que les travailleurs et les capitalistes ont des intérêts en commun et qu'ils doivent essayer ensemble de relever les profits des patrons. Nous sommes pour une direction révolutionnaire des syndicats qui n'accepte pas les règles du jeu des patrons, ni n'avale leur hystérie raciste « antiterroriste », une direction se battant pour syndiquer les non-syndiqués, pour l'embauche en CDI de tous les précaires et pour le partage du travail entre toutes les mains sans perte de salaire. Une direction qui défende les travailleurs à la peau foncée contre la discrimination et qui exige les *pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés*, y compris en luttant contre les déportations de sans-papiers qui se chiffrent à 26 000 cette année, notamment via l'aéroport de Roissy. Dans le cadre de cette lutte nous disons : une industrie, un syndicat. La division des syndicats selon l'affiliation politique ou suivant la profession est un cadeau aux patrons qui affaiblit la force de la classe ouvrière.

A Roissy, les bureaucrates utilisent le fait qu'il y a des syndicats séparés comme couverture pour le fait qu'ils n'ont pas appelé à la grève en défense des 72 de Roissy. Ils se rejettent mutuellement la faute pour l'absence de toute décision d'action lutte de classe. Il y a eu en fait une grève le 23 octobre, appelée par la CFTC, sur la question de l'intimidation et des retraits abusifs de badges (bien que les dirigeants chauvins de la CFTC aient refusé de protester directement contre la persécution raciste des bagagistes musulmans sanctionnés). Une centaine de travailleurs d'Air France ont fait grève ce jour-là, et beaucoup ont essayé de manifester sur le tarmac, dont ils ont été refoulés par les CRS, sous la menace de se faire retirer leur propre badge s'ils essayaient de bloquer le trafic. Leur protestation aurait pu être le point de départ pour la mobilisation si nécessaire en défense de tous les travailleurs de l'aéroport persécutés, mais elle est restée isolée par les autres syndicats, notamment la CGT.

En fait cela a pris trois mois, après l'envoi des premières

notifications aux bagagistes annonçant le retrait imminent de leur badge, pour que la première réunion intersyndicale se tienne sur l'aéroport le 7 novembre. Cette réunion a rassemblé les six principaux syndicats opérant à Roissy (CFDT, CFTC, CGT, FO, SUD et UNSA), et elle a décidé d'avoir une autre réunion et de produire un tract, et d'envoyer une délégation syndicale rendre visite au ministre bourgeois Azouz Begag et au préfet de Seine-Saint-Denis. Après la réunion, Sylvain Chazal, dirigeant de l'UNSA, a déclaré : « L'idée n'est pas de lancer une grève qui ne sera pas suivie. Le sujet est très délicat et nous savons qu'il y a à Roissy des vrais problèmes de sécurité. » Et la CGT a couvert son propre refus d'appeler à l'action promise, en se plaignant : « Si la CGT, plus gros syndicat de la plate-forme, est partante "pour une puissante journée d'action", la CFDT prône "des formes d'actions différentes" » (déclaration de l'union locale CGT de Roissy-Charles-de-Gaulle, 8 novembre). Certains bureaucrates ont même argumenté à la réunion qu'il serait discriminatoire de protester contre l'injustice faite aux 72 de Roissy étant donné que chaque année des centaines de travailleurs se voient retirer leur badge ! La déclaration syndicale commune du 27 novembre, intitulée « Nous sommes tous concernés », capitule face à ce chauvinisme en ne mentionnant jamais le cas des bagagistes. Bien sûr, tous les travailleurs de Roissy sont visés dans cette affaire, mais de faire disparaître cette offensive particulière, avec son caractère raciste patent, ne peut en réalité servir qu'à diviser davantage les travailleurs.

Finalement les syndicats ont appelé à une manifestation le 14 décembre à la station RER de Roissy 1 contre la discrimination et les abus sécuritaires. Mais aucun appel à la grève ne couvrait les travailleurs qui voulaient prendre part à l'action, et seulement 250 personnes y ont pris part. Pourtant, les travailleurs peuvent être mobilisés contre la discrimination raciste : il y a eu cet automne une grève combative dans la blanchisserie industrielle Modeluxe en région parisienne, pour obtenir la régularisation des collègues sans-papiers.

L'obstacle n'est pas le manque de combativité : c'est une question politique, à laquelle les bureaucrates syndicaux ne peuvent pas toucher sérieusement. La lutte pour les sans-papiers est acceptable pour les républicains bourgeois « de gauche » que courtisent les réformistes, car elle est compatible avec les déclarations sur la France « pays des droits de l'homme » et « terre d'asile ». Mais lutter contre l'oppression des travailleurs et des jeunes de banlieue, dont la plupart ont des papiers français, exige de confronter l'oppression raciale, enracinée dans le capitalisme français, contre toute une couche du prolétariat dont les parents ou les grands-parents sont venus du Maghreb et d'Afrique noire.

Les jeunes des banlieues croient à juste titre qu'ils doivent avoir les mêmes droits que les autres Français, et ils résistent aux tentatives de les faire travailler pour les salaires et conditions de travail qui sont le lot des travailleurs sans-papiers. Ces jeunes subissent de façon disproportionnée le chômage, la précarité et la discrimination à tous les niveaux. En d'autres termes, ce n'est pas seulement une question de droits démocratiques. Cela pose la nécessité d'un programme de transition : syndiquer les non-syndiqués, lutter pour des emplois décents pour tous en répartissant les emplois entre toutes les mains sans perte de salaire. Cela pose la nécessité de lutter pour renverser par la révolution socialiste le système capitaliste pourrissant. Les travailleurs ont besoin pour cela d'un parti ouvrier multiethnique d'avant-garde, un parti comme le parti bolchévique de Lénine. C'est pour cela que nous luttons. ■

## Lutte ouvrière...

Suite de la page 8

civile intercommunautaire se développe à coups d'attentats indiscriminés visant à tuer le plus grand nombre possible de civils.

LO a consacré son éditorial du 30 octobre, un an après la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré à Clichy-sous-Bois, victimes d'une rafle policière, à dénoncer les jeunes de banlieue comme le « lumpen-prolétariat » et comme la source de la violence dans les banlieues, même si Laguiller indique vaguement à la fin de son éditorial que « Les jeunes criminels sont les produits d'un système infiniment plus criminel », et conseille de ne « pas l'oublier non plus » (quand on s'acharne sur les jeunes). En réalité la source principale de la violence, c'est l'Etat bourgeois qui, au fond, est constitué d'organes de répression pour maintenir le système d'exploitation capitaliste : la police, les juges et les prisons, et l'armée. La police, ce n'est pas des ouvriers en uniforme, mais des chiens de garde de l'ordre capitaliste, et nous dénonçons la politique des bureaucraties syndicales de les syndiquer. **Flics et matons, hors des syndicats ! A bas Vigipirate !** C'est le siège permanent des quartiers par les flics qui fait « péter les plombs » à certains jeunes ; encore le 28 octobre un jeune a perdu un œil à Clichy-sous-Bois suite à un tir de flash-ball d'un flic.

Lutte ouvrière est fondamentalement en accord avec le PS et le PCF qui réclament la « police de proximité » en soutenant que celle-ci est plus efficace pour assurer l'ordre capitaliste dans les banlieues ravagées par le chômage et la misère, que celle de Sarkozy avec ses CRS et descentes de police spectaculaires. Ainsi, quand Sarkozy est devenu ministre des flics en

2002, LO avait déclaré dans son journal du 17 mai 2002 :

« Quant aux tâches de police indispensables à la vie en collectivité, elles devraient être assurées par des personnes suffisamment proches des habitants du quartier où elles sont affectées pour pouvoir ainsi désamorcer bien des conflits. »

Le soutien de LO pour une police quadrillant la population au plus près est une marque de fabrique de sa politique de collaboration de classes. Nous luttons au contraire pour que le mouvement ouvrier se mobilise en défense des jeunes des banlieues contre la terreur policière. C'est une question d'autant plus brûlante pour la classe ouvrière que ces jeunes, même s'ils sont frappés par un taux de chômage astronomique, sont en partie une composante de la classe ouvrière, tout au bas de l'échelle. Les campagnes racistes contre eux servent à les précariser encore plus et ainsi entraîner une spirale à la baisse pour l'ensemble de la classe ouvrière (voir notre article de première page). Pour enrayer cette spirale, il faut défendre la couche la plus opprimée de la jeunesse ouvrière, et cette lutte fait partie intégrante de la lutte pour renverser tout le système capitaliste. Il faut pour cela construire un parti ouvrier d'avant-garde. Comme nous l'écrivions dans notre article sur Lutte ouvrière et les jeunes des banlieues (*le Bolchévik* n° 176, juin) :

« C'est le rôle d'un parti d'avant-garde de pousser ces questions pour que la classe ouvrière comprenne non seulement sa propre exploitation économique dans l'usine, mais qu'elle comprenne le fonctionnement du système capitaliste oppressif dans son ensemble et le rôle de l'oppression raciste pour perpétuer le système. »

Pour l'emporter dans une révolution socialiste, la classe ouvrière a besoin de se doter d'un tel parti ouvrier révolutionnaire multiethnique. Nous luttons pour construire un tel parti, section d'une Quatrième Internationale reforcée. ■

## Libérez Mumia...

Suite de la page 32

connaissance les plaintes déposées contre les mairies de Paris et Saint-Denis ont davantage de réalité que les explications lénifiantes du PCF.

En conséquence de cette démobilitation, le PCF n'avait aucune présence organisée à la manifestation du 9 décembre, qui marquait le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'incarcération de Mumia. Le PC était trop occupé ce jour-là aux assises nationales à Saint-Ouen, près de Saint-Denis, des « collectifs anti-libéraux », forums de discussion avec des bourgeois « de gauche » pour mettre sur pied une candidature commune pour les présidentielles de 2007, en tant que force d'appoint au front populaire de Royal-Chevènement.

Chercher à masquer le fait que les Démocrates veulent autant que les Républicains la peau de Mumia ; chercher à minimiser la haine que la bourgeoisie américaine, Républicains comme Démocrates, nourrit à l'égard de Mumia ; faire croire qu'il y a une justice dans les tribunaux capitalistes ; tout cela, c'est faire disparaître la menace mortelle qui plus que jamais plane sur Mumia, c'est démobiler la classe ouvrière et tous ceux qui veulent lutter pour la libération de Mumia. Malheureusement, il n'y avait que 300 personnes au rassemblement, et 150 à la manifestation.

Face à la détermination des responsables de la ville de Philadelphie et de la bourgeoisie américaine à exécuter Mumia, il est vital de développer la mobilisation pour sa libération. Le seul contrepoids à leur haine, c'est de remobiliser le mouve-

ment ouvrier international pour qu'il mette tout son poids dans la balance. C'est ce que la représentante du CDDC a rappelé dans ces manifestations : « Ceux qui appellent à un nouveau procès, un procès équitable ou qui signent ce genre d'appels, placent leur confiance dans ce système bourgeois d'injustice. Les tribunaux ne libéreront pas Mumia sans une mobilisation de masse internationale. »

*Nous reproduisons ci-dessous le tract du CDDC du 20 novembre 2006, appelant au rassemblement du 29 à Paris. Ce tract est une version corrigée d'un tract du 16 novembre.*

\* \* \*

20 novembre – La municipalité de Philadelphie a entamé des poursuites judiciaires contre Paris et Saint-Denis pour « apologie de crime ». L'« apologie de crime » est un concept qui a été introduit dans le droit français avec les infâmes « lois scélérates » de 1893-1894 pour persécuter les anarchistes. L'« apologie de crime » en question ici, aux yeux des conseillers municipaux Démocrates et Républicains de Philadelphie qui ont lancé cette action, c'est que Mumia Abu-Jamal, ce courageux prisonnier politique dans le couloir de la mort aux Etats-Unis, a été nommé citoyen d'honneur de Paris et Saint-Denis, et qu'en avril dernier la première rue Mumia Abu-Jamal a été inaugurée à Saint-Denis.

Mumia Abu-Jamal est un homme innocent. Mumia, ancien porte-parole des Black Panthers, partisan de l'organisation MOVE et journaliste primé, connu comme « la voix des sans-voix », a été victime d'une machination en 1982, basée sur de fausses accusations qu'il aurait tué Daniel Faulkner, un agent de police de Philadelphie. Mumia a été condamné à mort sur la base de son activité politique et de ses convictions, et il a

passé 24 ans dans le couloir de la mort pour un crime qu'il n'a pas commis. **Liberté immédiate pour Mumia !**

La ville de Philadelphie va envoyer à la fin de ce mois une délégation bipartite incluant aussi le responsable de la police de la ville, pour protester contre ce soutien à Mumia. Cela souligne à quel point la bourgeoisie américaine est toujours mobilisée pour le faire exécuter. Cette attaque survient à un moment où la campagne internationale pour la défense de Mumia commence à prendre de l'ampleur à nouveau, et Philadelphie et sa police cherchent à la tuer dans l'œuf. Elle survient aussi à un moment crucial de la procédure judiciaire, Mumia ayant déposé le mois dernier les derniers documents de sa procédure d'appel contre la décision d'un tribunal fédéral qui avait maintenu sa condamnation truquée. Le tribunal pourrait décider dans les mois qui viennent s'il va réinstaurer la peine de mort, condamner Mumia pour le restant de ses jours à la prison, ou lui donner un nouveau procès. Depuis des années tous les tribunaux refusent de prendre en compte la montagne de preuves que Mumia est innocent, y compris les aveux cruciaux d'Arnold Beverly que c'était lui qui avait tiré sur Faulkner, pas Mumia. Les aveux de Beverly corroborent toute une série d'autres preuves, et expliquent que Faulkner avait été tué par des tueurs à gages payés par la pègre parce qu'il gênait les versements de pots-de-vin à la notoirement corrompue police de Philadelphie. Ces aveux montrent surtout la collusion des flics, de l'accusation et des tribunaux dans la machination contre Mumia. C'est une leçon de choses sur la nature de classe de l'Etat capitaliste, un instrument de violence organisée de la classe capitaliste pour défendre son système de profit contre les travailleurs et les minorités.

Cette dernière offensive de la municipalité de Philadelphie contre Mumia souligne que c'est une illusion suicidaire de croire que Mumia peut obtenir un nouveau procès équitable

dans ces mêmes tribunaux qui bafouent ses droits depuis 25 ans. Mais c'est la ligne de la dirigeante du PCF Marie-George Buffet, ainsi que d'Olivier Besancenot de la LCR et Arlette Laguiller de LO qui ont signé un appel pour « un nouveau procès équitable » (*L'Humanité*, 4 février), et qui placent ainsi leur confiance dans ce système bourgeois d'injustice. Les tribunaux ne libéreront pas Mumia sans que fasse sentir son poids une mobilisation de masse internationale, basée centralement sur le mouvement ouvrier. C'était la puissance d'une mobilisation internationale basée sur la centralité de la classe ouvrière, de l'Afrique du Sud à l'Europe et aux USA, qui a aidé à stopper la main du bourreau en 1995, quelques jours à peine avant la date d'exécution prévue. De prêcher la confiance dans les tribunaux capitalistes a déjà démobilisé les travailleurs et les opprimés en les détournant de la nécessité de lutter maintenant pour la libération de Mumia.

La municipalité de Philadelphie est représentée à Paris par un certain avocat Gilbert Collard, qui s'est livré à une comparaison grotesque de Mumia avec le criminel nazi Klaus Barbie ! En matière d'« apologie de crime », Collard s'y connaît. Il a assuré la défense du général Aussaresses en 2001, quand celui-ci a été poursuivi pour « apologie de crime de guerre » pour s'être vanté de son rôle comme chef tortionnaire pendant la guerre d'Algérie ! Lors de ce procès Collard a essayé de discréditer Henri Alleg, un dirigeant communiste qui donnait des preuves qu'il s'était lui-même fait torturer par les paras français pendant cette guerre.

Henri Alleg a signé la déclaration du Comité de défense sociale (CDDS) et du Partisan Defense Committee (PDC) exigeant la libération de Mumia, de même que Gilles Perault, auteur du *Pull-over rouge* sur l'affaire Ranucci. Ranucci était l'un des derniers hommes guillotins en France, en 1976, pour un crime qu'il a toujours juré qu'il n'avait pas

# Prenez part à la campagne pour la libération de Mumia !

**Il faut de l'argent pour payer la défense !**  
Envoyez vos dons à « MRAP solidarité Mumia »,  
43 boulevard Magenta, 75010 Paris

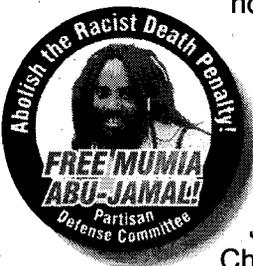
**Organisez des protestations !** Faites adopter des motions dans votre syndicat, sur votre fac ou dans votre association. Faites que votre syndicat ou votre organisation envoie un don et prenne part aux rassemblements et protestations pour Mumia. Faites connaître son cas dans le journal de votre syndicat ou de votre association.

**Faites circuler l'information !** Prenez contact avec le Comité de défense sociale (CDDS) pour obtenir des paquets de notre tract de 4 pages *Mumia est innocent : Libérez Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste !* (2 euros pour 25 exemplaires).

Demandez le badge « *Free Mumia Abu-Jamal ! Abolish the Racist Death Penalty !* » (1 euro pièce).

Commandez la vidéo en anglais du PDC « *Du couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal* » (10 euros le DVD, 15 euros la vidéo).

Chèques à l'ordre du Comité de défense sociale.



Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale.

commis. Collard était déjà à l'époque avocat... de la partie civile contre Ranucci. L'appel du PDC pour la libération de Mumia a déjà été signé par des centaines de militants syndicaux, d'associations et de personnalités à travers le monde, y compris la poétesse Sonia Sanchez, les lauréats du prix Nobel Dario Fo et Nadine Gordimer, Antonio Negri, le dirigeant zapatiste sous-commandant Marcos, feu Markus Wolf, le dirigeant du syndicat britannique Rail, Maritime and Transport Union Bob Crow, ainsi que de nombreuses sections syndicales comme le Cobas PT CUB (syndicat de postiers) à Milan, le SNTE-CNTE Sección 10 (syndicat d'enseignants) à Mexico, l'International Longshoremen's Association Local 1422-A (syndicat de dockers) à Charleston aux USA, etc.

Autant pour les déclarations de la municipalité de Philadelphie et de Collard qu'ils ne seraient pas pour la peine de mort et qu'ils veulent « juste » garder Mumia en prison pour le restant de ses jours. La Pennsylvanie est un Etat où la peine de mort est en vigueur, le quatrième Etat des Etats-Unis pour le nombre de prisonniers dans le couloir de la mort, et la délégation de Philadelphie à Paris survient dans le contexte des efforts de l'accusation pour rétablir la condamnation à mort de Mumia. Mumia est un homme innocent ; il n'aurait pas dû passer un seul jour en prison !

Pourquoi la municipalité de Philadelphie s'en est-elle prise à Paris et Saint-Denis, alors que Venise et une vingtaine d'autres villes dans le monde ont également fait de Mumia leur citoyen d'honneur ? C'est qu'elle a vu l'occasion de profiter de la campagne raciste en cours ici contre les jeunes des banlieues de la part des partis de gauche et de droite, dans le cadre de la campagne électorale pour les présidentielles. Pour marquer le premier anniversaire de la révolte des banlieues l'année dernière suite à la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré, tués alors qu'ils essayaient d'échapper à une rafle policière, le gouvernement s'est lancé dans une offensive majeure pour présenter la police et non pas les jeunes des banlieues comme les vraies victimes. Le quotidien du PCF, *l'Humanité*, a ainsi consacré une page entière à « Des policiers piégés dans une cité d'Épinay-sur-Seine », et dix jours plus tard ils avaient un autre article intitulé « Les policiers dans un cercle infernal », et mettant en avant leur ligne pour revenir à la police de proximité de Jospin-Bufferet.

Tout ceci, ainsi que le fait que le PS et le PC avaient tous deux appelé à restaurer l'ordre républicain en pleine révolte des jeunes il y a un an, a servi à enhardir tous ceux qui sont pour la terreur raciste et qui veulent voir Mumia mort. Effectivement la lettre envoyée par la municipalité de Philadelphie déclare que la décision d'honorer Mumia est déran-

geante « à l'heure où des policiers français eux-mêmes sont quotidiennement exposés à un nombre croissant d'agressions et d'actes de violence urbains » (il est ironique que cette lettre ait été envoyée le 17 octobre, qui marquait le 45<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat par les flics parisiens de deux cents Algériens). Et, le 22 octobre, le « syndicat » de police d'extrême droite Action police faisait une déclaration pour demander à Sarkozy d'accroître la répression contre les jeunes en s'attaquant « aux vraies causes de ces actes : l'islamisme radicale [sic], le chômage et l'apologie du meurtre de flics qui est faite par quelques élus comme c'est le cas au travers d'une sorte de "canonisation" de M. Mumia Abu-Jamal qui a assassiné un policier à Philadelphie dans la nuit du 09 décembre 1981. »

Ce même « syndicat », conseillé par nul autre que Gilbert Collard, a entrepris une action en justice contre la libération de 70 jeunes raflés par les flics le 27 octobre en Seine-et-Marne. Les flics ne sont pas des travailleurs, mais les chiens de garde du système capitaliste raciste. **Flics, matons, vigiles, hors des syndicats !**

Les flics, encouragés par la campagne contre les jeunes de banlieue, intensifient leurs protestations et se mobilisent pour s'octroyer une liberté encore plus grande pour terroriser qui bon leur semble. On ne peut pas aujourd'hui lutter sérieusement pour Mumia si on ne défend pas les jeunes des banlieues contre la terreur policière et si on ne se bat pas pour leurs droits contre le système capitaliste qui n'a rien d'autre à leur offrir que le chômage, la discrimination raciste et la prison. Sarkozy menace maintenant de la cour d'assises quiconque s'oppose « en bande organisée » aux forces de l'ordre capitaliste. Une telle disposition menace directement toute la classe ouvrière : tout piquet de grève, toute manifestation syndicale attaqués par la police pourraient conduire à ce genre d'inculpation. Pendant ce temps sur l'aéroport de Roissy la chasse aux sorcières raciste pour retirer leur badge, et par là leur emploi, à des dizaines de travailleurs et de syndicalistes, vise en premier lieu les milliers de jeunes de banlieue parisienne qui y travaillent, mais plus généralement elle vise là-bas l'ensemble de la classe ouvrière intégrée ethniquement, dont les patrons savent très bien qu'elle a une énorme puissance sociale quand elle défend ses droits en faisant grève. **A bas Vigipirate !** La classe ouvrière a un intérêt vital à se mobiliser pour la libération de Mumia et en défense des jeunes des banlieues. Et la sinistre campagne actuelle de Collard, de Philadelphie et d'Action police montre à quel point les deux questions sont liées. Le CDDS continue d'exiger l'amnistie pour tous les jeunes emprisonnés et inculpés suite à la révolte des banlieues de l'année dernière et à la mobilisation contre le CPE. Le racisme est inhérent au capitalisme. Pour l'éradiquer une bonne fois pour toutes il faudra renverser tout ce système par une révolution ouvrière.

De même qu'il faut mettre en échec la campagne raciste et pro-flics contre les jeunes des banlieues, il faut mettre en échec la campagne de la mairie de Philadelphie contre Mumia. Une mobilisation victorieuse pour Mumia doit ouvrir une brèche dans le consensus raciste contre les jeunes issus de l'immigration maghrébine et africaine. Nous appelons les travailleurs et les opprimés à se mobiliser en masse pour protester contre la délégation de Philadelphie. Rejoignez le cortège du Comité de défense sociale au rassemblement du 29 novembre appelé par le Collectif national unitaire de soutien à Mumia Abu-Jamal devant l'Hôtel de ville de Paris. **Il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes - Libération immédiate de Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste ! Le mouvement ouvrier doit défendre les jeunes des banlieues !**

**Maintenant en français !**

Cette brochure arme ceux qui luttent pour libérer Mumia, montrant la base politique de la vendetta contre Mumia. Elle contient les preuves explosives qui démolissent complètement la machination depuis plus de vingt ans contre cet éloquent combattant pour la libération des Noirs.

1 € (56 pages)

Chèque à l'ordre de la SEDI  
Ecrire à : SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



## Paris et Saint-Denis poursuivis en justice pour avoir déclaré Mumia citoyen d'honneur

# Mumia Abu-Jamal est innocent Libérez-le !



Le Bolchévik



Workers Vanguard

Manifestation à Paris le 9 décembre, 25<sup>e</sup> anniversaire de l'incarcération de Mumia Abu-Jamal

Les 29 novembre et 9 décembre derniers avaient lieu à Paris un rassemblement et une manifestation pour défendre Mumia Abu-Jamal. Le Comité de défense sociale (CDD) y a participé avec une banderole et un cortège appelant à la « Libération immédiate de Mumia Abu-Jamal » et déclarant qu'« Il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes ». Ces deux événements étaient la réponse à la plainte déposée contre les villes de Paris et de Saint-Denis pour avoir honoré Mumia, la première en déclarant Mumia citoyen d'honneur de la ville, la seconde pour avoir de plus renommé une rue Mumia Abu-Jamal. Ils représentaient aussi une protestation contre l'envoi en France d'une délégation de la mairie de Philadelphie pour soutenir cette plainte. Face à cette attaque, la mairie PCF de Saint-Denis, qui était donc visée, a néanmoins essayé de minimiser la menace et de faire croire que celle-ci s'évanouissait d'elle-même. Dans un communiqué du 30 novembre elle expliquait que « le maire de Philadelphie ainsi que la présidente de l'assemblée communale de cette ville ont fait savoir à la ville de Saint-Denis qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de déposer une telle plainte et

---

**Républicains, Démocrates et flics américains se saisissent de la chasse aux sorcières raciste en France contre les jeunes des banlieues pour menacer ceux qui luttent pour Mumia**

---

sont totalement étrangers à cette campagne » (*l'Humanité*, 5 décembre).

En réalité Peter J. Wirs, président du comité républicain de la 59<sup>e</sup> circonscription, a admis, d'après le *Philadelphia Tribune* (17 novembre) : « J'ai communiqué de manière confidentielle à mon avocat que si et quand on organisait une délégation, voici quels en seraient les membres. » De plus, il s'avère que rien moins que la Chambre des représentants (l'équivalent de l'Assemblée nationale ici) vient d'adopter une motion – encore une fois, Républicains et Démocrates unis – à l'adresse du gouvernement français pour qu'il use de tous ses pouvoirs à l'encontre de la ville de Saint-Denis. Et à notre

Suite page 29